Council of Maritime Premiers

Annual Report
1982-83

CMP
the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902)424-7590

CPMM
le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.é., B3J 2Z1
(902)424-7590

PRESS COMMUNIQUÉ

55TH SESSION

OTTAWA, ONTARIO

NOVEMBER 28-29, 1983

HIGHLIGHTS OF 55th SESSION

- First-ever regular meeting outside the Maritime Provinces
- Council and Members of Parliament meet for five hours

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

55e SESSION

OTTAWA (ONTARIO)

LES 28 ET 29 NOVEMBRE 1983

POINTS SAILLANTS DE LA 55e SESSION

- La toute première réunion régulière à l'extérieur des provinces Maritimes
- La rencontre du Conseil avec les membres du Parlement a duré cinq heures

CMP
the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902)424-7590

CPMM
le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.é., B3J 2Z1
(902)424-7590

November 17, 1983

MID-YEAR REPORT

Council has had three meetings so far this fiscal year - Halifax in April, Cavendish in July and Sussex in October.

In April, the Maritime Ministers of Education announced the development of a Maritime Studies program. Components of this program will include curriculum guidelines and a textbook to be developed locally. The program will utilize a number of materials already completed through the cooperative efforts of the three provinces. The invitation for tenders for this program is currently out.

The Maritime Resource Management Service, established in 1972, has been incorporated. MRMS's primary market will continue to be the provincial government departments, but it will also take steps to develop markets for its products and services in the private sector and beyond the Maritimes. MRMS will play a major role in offshore and land-based activities associated with the development of the natural gas resources of the Region.

Council has received the second annual report from the Coordinating Committee of Maritime Electric Utilities. Energy exchanges among the three utilities during 1982 resulted in a saving of $10.9 million to utility customers. A load forecast for the region has been developed to the year 2000 indicating a long-term annual growth rate of 3.2 percent for electrical energy.

On June 3, 1983, the federal government and the governments of Prince Edward Island, Nova Scotia, New Brunswick and Newfoundland and Labrador entered into an agreement for the construction of a veterinary college to be located in Charlottetown.

The federal Minister of Transport announced in September that the current freight rate assistance program in the Maritimes would remain unchanged. This had been a major issue of concern to industry and governments in the region during the spring and summer.

The Maritime governments and the federal government may be close to an agreement to construct a new Maritime Forest Ranger School to replace the existing building. The federal government recently announced that it will contribute $10.5 million toward the construction of the $21 million facility.

The next Council meeting will take place in Ottawa in November. This is the first time that Council will have met outside the region. All Members of Parliment representing the Maritimes have been invited to meet with the Premiers during this meeting to discuss emerging trends affecting the region.

****

For further information, contact Ms. Mariette Savoie at (902) 424-7601.

CMP
the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902)424-7590

CPMM
le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.é., B3J 2Z1
(902)424-7590

le 17 novembre 1983

RAPPORT SEMI-ANNUEL

Le Conseil s'est réuni trois fois depuis le début de la présente année financière : à Halifax en avril, à Cavendish en juillet et à Sussex en octobre.

En avril, les ministres de l'Éducation des provinces Maritimes ont annoncé la mise sur pied d'un programme d'études sur les Maritimes. Ce programme se fondera sur des lignes directrices et un manuel qui seront élaborés localement, ainsi que sur divers documents déjà prêts grâce aux efforts de collaboration des trois provinces. L'appel d'offres relatif à ce programme est en cours.

Le Service d'aménagement des ressources des Maritimes (SARM), créé en 1972, a été constitué en société. Le SARM continuera de s'adresser avant tout aux ministères des gouvernements provinciaux, mais il s'efforcera également de trouver une clientèle pour ses produits et ses services dans le secteur privé et à l'extérieur des Maritimes. Le SARM jouera un rôle important dans les activités liées à l'exploitation des ressources de gaz naturel de la région, aussi bien sur terre qu'au large des côtes.

Le Conseil a reçu le deuxième rapport annuel du Comité coordonnateur des entreprises d'électricité des provinces Maritimes. Les échanges d'énergie entre les entreprises des trois provinces ont permis de réaliser une économie de 10.9 millions de dollars, répercutée sur les clients. Une projection portant jusqu'à l'an 2000 indique qu'à long terme la consommation d'énergie électrique atteindra un taux de croissance annuel de 3.2 %.

Le 3 juin 1983, le gouvernement fédéral et les gouvernements de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick ainsi que de Terre-Neuve et du Labrador ont signé une entente en vue de la construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown.

Le ministère fédéral des Transports a annoncé en septembre que le programme de subvention des tarifs fret dans les Maritimes resterait inchangé. C'est une question qui avait beaucoup inquiété l'industrie et les gouvernements provinciaux au cours du printemps et de l'été.

Les gouvernements des provinces Maritimes et le gouvernement fédéral sembleraient prêts à s'entendre au sujet de la construction d'une nouvelle école de gardes forestiers, qui remplacerait l'école actuelle. Le gouvernement fédéral a récemment annoncé qu'il verserait la moitié des 21 millions de dollars que coûtera la construction de cette école.

La prochaine réunion du Conseil aura lieu à Ottawa en novembre. Ce sera la première réunion que tiendra le Conseil à l'extérieur de la région. À cette occasion, tous les députés fédéraux des provinces maritimes ont été invités à venir discuter avec les premiers ministres provinciaux des tendances qui concernent la région.

****

Pour plus de renseignements, s'adresser à Mad. Mariette Savoie au (902) 424-7601.

CMP
the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902)424-7590

CPMM
le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.é., B3J 2Z1
(902)424-7590

The 55th Session of the Council of Maritime Premiers was held on November 28-29, 1983 at Canada's Capital Congress Centre, Ottawa. Premier John Buchanan chaired the meeting with fellow Premiers Richard Hatfield and James Lee. This was the first occasion for Council to hold its regular quarterly meeting outside the Maritime Provinces.

Ottawa was chosen so that the Premiers could meet with the Members of Parliament from New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island. The Council and nine Members met for five hours.

Two communiqués were issued at the session, and are repeated below:

- Meeting with Members of Parliament from Maritime Provinces
- Post-secondary education financing - 1984-85

MEETING WITH MEMBERS OF PARLIAMENT FROM MARITIME PROVINCES

For the first time since its inception, the Council of Maritime Premiers moved its regular meeting from the Maritimes to Ottawa to meet with the Members of Parliament who represent their provinces in the House of Commons.

The purpose of the meeting was to present the common views and concerns of the Maritime governments on emerging trends for the next decade. The Premiers fear that the social and economic equality of individual Canadians living in the Maritimes is threatened.

The subject of the meeting was "The Maritimes - Looking to the 90's". The group spent several hours exploring various issues that confront both levels of government. Four major items were on the Agenda:

- economic development
- fiscal matters
- social services to citizens
- political structures

The discussion was valuable. The Premiers expressed disappointment that no Liberal Members of Parliament found time to attend the session, but are hopeful that they would attend any similar session held in the future.

La 55e session du Conseil des Premiers ministres des Maritimes s'est tenue les 28 et 29 novembre 1983 au Centre des congrès de la capitale du Canada, à Ottawa. La rencontre était présidée par le Premier ministre John Buchanan, de concert avec ses collègues Richard Hatfield et James Lee. C'est la première fois que le Conseil tenait une réunion semestrielle régulière à l'extérieur des provinces Maritimes.

Le choix d'Ottawa a permis aux Premiers ministres de rencontrer les membres du Parlement venant du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. La rencontre du Conseil avec neuf députés fédéraux a duré cinq heures.

Deux communiqués, repris ci-dessous, ont été publiés à l'issue de la rencontre:

- Rencontre avec les députés fédéraux venant des provinces Maritimes
- Le financement de l'enseignement post-secondaire pour 1984-1985

RÉUNION AVEC LES DÉPUTÉS FÉDÉRAUX DES PROVINCES MARITIMES

Pour la première fois depuis sa création, le Conseil des Premiers ministres des Maritimes a tenu l'une de ses réunions ordinaires à Ottawa plutôt que dans les Maritimes afin de rencontrer les députés qui représentent leurs provinces à la Chambre des Communes.

La réunion avait pour but d'exposer les préoccupations et les positions communes des gouvernements des Maritimes au sujet des grandes orientations qui se dessinent pour la prochaine décennie. Les Premiers ministres craignent que l'égalité sociale et économique des citoyens canadiens qui vivent dans les Maritimes ne soit menacée.

Le thème de la réunion était "Les Maritimes - Regards sur les années 90". Le groupe a consacré plusieurs heures à l'étude de divers problèmes auxquels font face les deux ordres de gouvernement. Quatre sujets principaux étaient à l'ordre du jour:

- le développement économique
- les questions d'ordre financier
- les services sociaux offerts aux citoyens
- les structures politiques

Les discussions ont été valables. Les Premiers ministres déplorent le fait que les députés fédéraux libéraux n'aient pas trouvé le temps d'assister à la séance de discussion mais espèrent qu'ils participeront à des réunions semblables à l'avenir.

.../2

(5)

POST-SECONDARY EDUCATION FINANCING - 1984-85

The Council of Maritime Premiers today received the Maritime Provinces Higher Education Commission's (MPHEC) 1984-85 financial assistance recommendations for Maritime post-secondary education institutions. The Council referred the MPHEC recommendations to the Regional Treasury Board and the Ministers responsible for post-secondary education for consideration. The Council will give further consideration to 1984-85 funding levels at its next meeting.

The MPHEC will release in January its Financial Plan which contains the funding recommendations for 1984-85 together with forecasts for 1985-86 and 1986-87.

LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRE EN 1984-1985

Le Conseil des Premiers ministres des Maritimes a reçu aujourd'hui, de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes (CESPM), les recommandations concernant l'aide financière à accorder aux établissements d'enseignement post-secondaire pour l'année 1984-1985. Le Conseil a soumis ces recommandations au Conseil du Trésor régional et aux ministres responsables de l'enseignement post-secondaire. Le Conseil se penchera de nouveau sur la question de financement pour 1984-1985 lors de sa prochaine réunion.

La CESPM publiera en janvier, son plan financier qui contient les recommandations concernant le financement pour 1984-1985 ainsi que les prévisions pour les années 1985-1986 et 1986-1987.

TABLE OF CONTENTS

	Page
Letter of Presentation	3
Letter from the Secretary	4
Central Activities	6
Land Registration and Information Services **(LRIS)**	10
Maritime Municipal Training and Development Board **(MMTDB)**	12
Matitime Provinces Higher Education Commission **(MPHEC)**	14
Maritime Resource Management Service **(MRMS)**	18
Operating Highlights	21
Auditor's Report and Financial Statements	22
Council Directory	38
Boards of Directors	39

CMP

the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902)424-7590

CPMM

le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.é., B3J 2Z1
(902)424-7590

We have the honour to submit the Eleventh Annual Report of the Council of Maritime Premiers to the Legislative Assemblies and the citizens of New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island. This report covers the fiscal year April 1, 1982 to March 31, 1983.

During this period Council met three times — in Glace Bay in June, Summerside in October, and Newcastle in December. At these sessions we addressed issues of regional importance and developed new methods for common action that we may better meet the challenges facing our region.

We wish to acknowledge the appointment in May of Mr. John Terry as Chairman of the Maritime Provinces Higher Education Commission, following the resignation of Dr. Catherine Wallace in April.

In June, Col. Willis Roberts retired as Chairman of the LRIS International Corp. During his ten years with the Council, he served as the first Executive Director of the Land Registration and Information Service and as the President of the LRIS International Corp.

We would like to extend our gratitude to all the individuals who serve on Boards, Commissions and Committees of the Council. The continued involvement of such people will be essential if the Council is to meet future challenges.

Richard B. Hatfield
Premier of
New Brunswick

John M. Buchanan
Premier of
Nova Scotia

James M. Lee
Premier of
Prince Edward Island

Letter From the Secretary

The 1982-83 year was challenging and satisfying for Council. Decisions were made on several major new matters, and good progress was made on a number of ongoing ones.

Council has had a number of discussions as to how to maximize the long-term economic benefits of industrial mega-projects. In March 1982, Council met with the President of TQM Pipeline about the supply of sophisticated engineering and other professional services for the proposed natural gas pipeline through Québec, New Brunswick and Nova Scotia. In May, the company met with representatives of the professional engineering associations of New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island, and Council staff. These meetings resulted in the company considering a more intensive relationship with engineering firms based in the Maritimes, and planning based on one Maritime-wide project rather than two provincial projects. The private sector/public sector cooperation among the three provinces on this proposed mega-project was highly successful.

Fabricated structural steel for public works of the three governments is now acquired on the basis of the lowest tender within the Maritimes that meets the tender specifications. This is a major departure from long-standing purchasing practices of the governments. Structural steel is the first product group that has been shifted from the general purchasing policy of the governments of preference by "province first, region second and nation third," announced in March 1980. The policy change was made with the encouragement and support of the industry.

Council is very concerned about the national and provincial economic recession and consideration is being given as to the best ways to cope with it. The decisions regarding purchases of structural steel, and on engineering services for the natural gas pipeline are part of this concern. Studies were approved regarding manpower training and planning, and commercial trucking in the Maritimes. Other ideas are being considered. Some of them are dependent on an improved environment for consultation and cooperation with the federal government. In spite of Council's request in February 1982 for a meeting with the federal Ministers from the Maritimes to discuss matters of common concern, it was not possible to arrange a meeting.

This year was the first full year for the regional activities in the education sector. It was highly successful in all respects. Many projects are underway or completed, and new ones added. They are intended to provide improved information and materials for teachers and students, and to save money. The Maritime Provinces Education Foundation was established to provide a framework for coordinating all activities, and acquiring and managing funds for education-related purposes. This major joint activity is discussed further on page 7 and in the Foundation's first annual report.

Until this year, LRIS program funding was based on the per-capita formula of Council. This approach gradually had become too inflexible to meet provincial needs and priorities, and did not adequately reflect the costs and benefits of the program in each province. The new funding agreement is based on criteria related to the various program elements. For example, cost-sharing of the survey control sub-program (survey monuments, etc.) is now based on the number of survey control points in each province. Solid progress was made during the year in completing the mapping phases of the program. See page 10.

The MMTDB made substantial progress in a new series of publications — Handbooks on Local Government for Elected Municipal Officials. See page 12.

There is a widening gap between what the post-secondary education institutions feel they need by way of government funding, and what the governments are able and prepared to provide. The MPHEC has had a busy year assisting the governments and institutions in their budget decision-making. The MPHEC also held a series of discussions with representatives from industry, government and research institutions to discuss the research capabilities at Maritime universities, and how they might be linked better to industry. See page 15.

This year is the 10th anniversary of MRMS being an agency of Council. It was a difficult year, with growing revenue from private sector and federal government clients not offsetting the drop in revenue from provincial government clients. As a result of an intensive review of the agency's role and its prospects, Council reaffirmed its importance in the region. MRMS will be incorporated to give it a full corporate identity and simplify its marketing efforts, financing and management. Council will be the sole owner of the company. See page 18.

The ongoing committees on communications, the environment, electric utilities, archaeology, transportation, and economic development all had a busy year. Comments on their activities are on the following pages, except for that of the Coordinating Committee of Maritime Electric Utilities, which is in the mid-year report that accompanies this Annual Report.

Council employees are under a tight regime of expenditure management. They have responded positively to the challenges for productivity posed by the squeeze on revenues, and continue to provide high quality products and services to the governments and the public.

The Council is really three things — a symbol of the willingness of the governments of New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island to work together; a structured forum for the Premiers, their Ministers and officials to advance common purpose; and a small organization of some 285 employees. At the 50th Session, Premier Hatfield, the only person to have attended all meetings, was asked by the media to assess the Council as an effective, unified voice for the region. His reply was worth repeating:

> "We are making progress slowly, but I think the fact that we have existed as long as we have, that we have met quarterly . . . for as many years as we have is very exemplary. I doubt if it could be matched anywhere in North America . . . I think it's a very good thing."
>
> "You can't light up the sky every day . . . The important thing is that we meet, and that we keep talking, and that we keep making progress as we made with the decisions taken at this meeting. Once in a while, we will light up the sky."

Emery M. Fanjoy
Secretary

Central Activities

The Council conducts its activities through its agencies, interprovincial committees and the Secretariat. The committees offer advice and proposals for Council's consideration, and often implement the decisions. The Secretariat assists the Council and committees on these matters as well as a variety of other matters that further the objectives of Council. It also performs a number of head office functions for some of the agencies of the Council and their employees.

The Secretariat also acts as the secretariat for the five Eastern Canadian Premiers in their activities with the New England Governors. The Premiers and Governors have had ten annual meetings. They undertake a number of joint activities through public and private sector committees.

The highlights of 1982-83 are described below.

Communications

The Committee of Ministers Responsible for Communications and their officials were involved in a number of activities during the year:

- A meeting of federal and provincial communicatio Ministers was held in May to discuss matters of national concern in communications. These inclu the introduction of pay television and the propose establishment of a joint regulatory mechanism to avoid undesirable interjurisdictional impacts of regulatory decisions.
- Officials were asked to participate in a Task Force senior federal and provincial officials to develop recommendations respecting the establishment o joint regulatory mechanism.
- Discussions continued with officials of the federal government and other provinces regarding matter regional concern such as pay television, extension broadcasting services, cellular service and matters relating to the Trans-Canada Telephone System.
- Consultation among the officials of the Atlantic Provinces and the federal government continued a meetings of the Atlantic Consultative Committee c Communications. Topics discussed included direc broadcasting satellite services, educational televisi microwave licensing and many others.

Economic Development

The Voluntary Advisory Committee on Regional Economic Development (VACRED) is composed of three businessmen from each of the Maritime provinces. Its function is to advise the Council, from the point of view of the business community, on the approaches their governments might take to the economic problems and opportunities facing the region. In 1982-83 there were four VACRED meetings, one of which was with Council. The committee addressed a number of topics during the year. Discussions with Council on the report "Technological Innovation: An Industrial Imperative" proved useful.

In response to an initiative from the structural steel industry, the Council decided to modify its purchasing policy of "Province first, Maritime region second and Canada third" as it applies to fabricated structural steel components of buildings and bridges. In future, contracts will be awarded on a "Region first, Canada second" basis. The effect of this policy modification will be to establish the Maritime provinces as a single market for the industry, and thus provide it with a broader and more stable home base.

During the year, the Premiers indicated their intention to work closely together on mega projects to ensure maximum technology transfer and development in the three provinces. As a follow-up to the meeting of Council with the President of Trans Québec Maritimes Pipeline in March 1982, TQM hosted a meeting with representatives of the Maritime engineering associations in May 1982. The purpose of the meeting was to discuss how Maritime professional engineers could become more involved in management and engineering for the project.

The Council's Committee on Marine Manufacturing sponsored a booth in the Fish Canada '82 exhibition held in Halifax. The theme of the committee's involvement in the exhibition was entitled the "Maritime Opportunities Showcase". Local manufacturers in the region were invited to view the hundreds of products on display which are being imported into the region with a view to encouraging import replacement through joint ventures and licensing agreements.

Education

In November of 1981 the Honourable Terence R. B. Donahoe, Minister of Education in Nova Scotia, made a presentation to the Council on behalf of the Departments of Education of New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island. Mr. Donahoe proposed a series of twenty regional projects to be developed with the objective of providing classroom resources emphasizing Maritime content. The proposal was accepted by the Council and it was agreed to fund the projects jointly for the next four years, committing $1.5 million.

Over the past year, under the direction of the Deputy Ministers of Education, substantial progress has been made on these projects. One of the more exciting new cooperative ventures instigated by the Departments was the Maritime Energy Education Symposium, held in Moncton in November. The Symposium, funded by the provincial departments responsible for energy and education and the Maritime electrical utilities, brought together over 125 educators who learned about, and discussed, Maritime energy issues.

In addition, the two-year implementation plan of the microcomputer program of educational and occupational information (CHOICES) was compressed into one year. The service is available to every school in New Brunswick, including ten community colleges, to all but four schools in Prince Edward Island, and all schools in Nova Scotia not receiving the mainframe version. The intent of this program is to help students in high school become more aware of their interests, skills and related career opportunities.

In November, the Ministers of Education established the Maritime Provinces Education Foundation (MPEF). Established by the Ministers in order to build on the cooperative accomplishments of the Departments and the enthusiastic support of the educational community achieved thus far, the Foundation will provide the framework to allow the private sector to contribute financial resources to these cooperative education activities.

The Foundation will facilitate development of additional projects to enable Maritime students to learn more about the history, the culture and the economy of this region, enhancing understanding and appreciation. In the Foundation, a variety of projects can be advanced beyond the current financial commitment from the Council of Maritime Premiers. MPEF will be the vehicle to assist the private sector and education community to maximize the use of all available resources. (The MPEF produces a separate annual report, available by contacting the CMP Secretariat.)

Central Activities (Cont.)

Internal Matters

The year was marked by a number of significant events.

An internal review of the relationship between the Secretariat and the Council agencies which commenced late in the prior fiscal year was completed. It resulted in greater clarity of organizational relationships and accountability. In particular, the role of the Boards of Directors of Council agencies was strengthened. The restructuring of Maritime Resource Management Service incorporated many of the concepts obtained from the review.

The restraint policies presently in effect throughout the federal and provincial public services had a definite impact on the employer-employee relations program of the Council.

The restraint program implemented by the Council resulted in a total reduction of 20 person-years covering the Secretariat, Land Registration and Information Service and Maritime Resource Management Service. The classification study completed in the fiscal year 1981-1982 was implemented on April 1, 1983. A new two-year agreement expiring March 31, 1984, was concluded with the assistance of a conciliation officer appointed by the CMP Labour Relations Board. Subsequent to the signing of the collective agreement on October 28, 1982, the Public Service Alliance of Canada filed a complaint with the CMP Labour Relations Board charging that the employer failed to bargain in good faith during the negotiations. The complaint was withdrawn in the spring of 1983.

With the assistance of the Public Service Alliance of Canada, Maritime Resource Management Service implemented a work-sharing agreement and provisions for temporary layoffs.

Joint Council met once to discuss and implement many of the recommendations provided by the study on fringe benefits which was completed in the previous year.

Environment

The Committee of Ministers of the Environment, which includes the Minister from Newfoundland and Labrador, continued their cooperative efforts in a number of areas of mutual concern.

- Considerable work has been done in conjunction with Environment Canada on the problem of hazardous waste disposal.
- Appropriate controls on the use of herbicides and pesticides received significant attention during the year.
- Regional participation continued in Canada-United States committees and working groups addressing the problems of long-range transport of air pollutants.
- In conjunction with Environment Canada, plans were put in place to hold a symposium on recycling and resource recovery in the coming year.
- In addition, the Ministers and their officials continued activities in joint educational programs, offshore oil developments and others.

Transportation

The main activities of the Maritime Provinces Transportation Committee have centered around joint Federal/Provincial studies in a Canada/Maritime Provinces multi modal strategic planning approach to transportation. These studies have been in the areas of freight services, bus operations, airport needs, highway needs and ferry service needs.

The Committee monitored federal initiatives concerning the new ports legislation with a view to maximizing regional benefits. A number of freight subsidy issues were dealt with during the year, resulting in representation by the Council of Ministers to the federal Minister of Transport on these matters.

The Committee continued to work with other provincial governments towards standardization of trucking regulations; in particular, allowable truck weights and truck sizes.

New England Governors/Eastern Canadian Premiers Conference

The New England Governors and the Eastern Canadian Premiers met for the tenth consecutive year in June in Rockport, Maine.

The Governors and Premiers endorsed an International Forum on Municipal Energy Management which was held in Newport, Rhode Island in November. The Conference also endorsed the establishment of a Part-Time Farming and Small Scale Agriculture Committee to explore possible cooperative ventures.

Copies of the Genealogy and Local History Research Directory, compiled under the aegis of the Governors and Premiers, were distributed to each New England state and Eastern provincial archives.

Other issues discussed at the Tenth Conference were long-range transport of air pollutants, cultural exchanges and a variety of energy matters including hydroelectric power, tidal power and offshore oil and gas.

The professional and administrative resources of the CMP Secretariat are available to the Conference and its various committees. The cost of these services is shared by the five Eastern Canadian Provinces.

Other Activities

Just prior to year end, the governments were involved in intensive consultations regarding the proposed Atlantic College of Veterinary Medicine and Animal and Marine Health Centre. Discussions are continuing into the new year.

The Maritime Committee for Archaeological Cooperation concluded its final summer of heritage resource inventory with field surveys in New Brunswick and Prince Edward Island. Along New Brunswick's Bay of Fundy coast only nine new sites were recorded from Back Bay to Saint John. In Prince Edward Island over twenty-five were recorded on the north coast. All these recorded sites are eroding. Once the general assessment is complete, the Committee will continue to work on options for the future for these disappearing Maritime heritage sites.

The Atlantic regional juried craft exhibition, which received the Premiers' support in June 1981, was successfully opened in Charlottetown in September 1982 during the first national craft conference. It was widely acclaimed for the imagination behind it and the quality of the exhibits. The exhibition included the Province of Newfoundland and Labrador and was entitled "Atlantic Visions de L'Atlantique". Provincial identities and regional excellence in a variety of craft areas were represented in the 141 exhibits. The exhibition is now on tour in Atlantic Canada and will be going to the United States in 1984.

Land Registration and Information Service

The Program

An agreement between the Council of Maritime Premiers and the governments of the Maritime provinces, signed in March 1980, defines the LRIS program as involving:

- The emplacement and maintenance of a coordinate system of control surveys.
- The production and revision of large scale maps.
- The production of property maps.
- The establishment and maintenance of a parcel index file.
- The provision of assistance in the implementation of an improved system of land registration.
- The provision of such other services as are agreed upon by the provinces and the Council from time to time.

At this time, the agency foresees a shift in program emphasis from initial production to maintenance of the control survey system, revision of large and medium scale maps and maintenance of property maps and data files.

In previous years the program was funded on a per capita basis. A new arrangement made during 1982-83 provides for funding based mainly on the amount of services each province acquires from the agency.

During the year 1982-83 the Five-Year Planning Document was revised to reflect new program status and funding levels. This plan is subject to revision each year and serves as a tool in setting priorities for the program. (A copy of the most recent edition of the Five-Year Planning Document may be obtained from the Directorate, 985 College Hill Road, P.O. Box 6000, Fredericton, N.B., E3B 5H1.)

Program Elements

Emplacement and Maintenance of the Coordinate System of Control Surveys

The initial establishment of the control survey system is now complete throughout the Maritimes. In 1982-83, the system was maintained by inspecting a portion of the established monuments in each province. Replacement and/or densification of the network was carried out where necessary.

Production and Revision of Large Scale Maps

During the year, 211 new resource maps were produced. The areas covered were in the counties of Northumberland, Restigouche, York, Victoria and Madawaska in New Brunswick, and in Annapolis and Digby in Nova Scotia. Resource mapping is now 90 percent complete in New Brunswick and Nova Scotia and 100 percent complete in Prince Edward Island.

Urban map production totalled 216 sheets, of which 82 were in New Brunswick and 134 in Nova Scotia. Urban mapping is now complete in the Maritimes. The revision program will begin in 1984.

Negotiations were finalized during 1982-83 for the purchase of automated mapping equipment to modernize the Surveys and Mapping division in Summerside, P.E.I. This equipment will be attached to existing stereoplotters and will permit the production of computerized data as well as the "hard copy" paper maps that have always been produced.

Production of Property Maps

Property mapping, which involves the mapping of individual land parcels and the creation of data files on each parcel, is 79 percent complete in New Brunswick, 58 percent complete in Nova Scotia and 100 percent complete in Prince Edward Island. Of the estimated total of 854,000 land parcels in the three Maritime Provinces, 599,000 have now been mapped, 63,000 during the past year. A property map index for the Province of New Brunswick was produced in 1982-83. (Copies can be ordered from the Planning and Projects section, Directorate, 985 College Hill Road, P.O. Box 6000, Fredericton, N.B., E3B 5H1.)

Maintenance of the Parel Index File

As of the end of 1982-83, property maps and data files were being kept current using Registry documents in the counties of Saint John, Kings, Charlotte, Westmorland, Albert, Kent, Gloucester and the City of Fredericton in New Brunswick; the counties of Halifax, Hants, Pictou, Antigonish, Guysborough, Colchester and Cumberland in Nova Scotia; and all counties in Prince Edward Island.

Assistance in the Implementation of an Improved System of Land Registration

Progress was made in the development of systems to support a land titles operation and to improve existing Registry systems in the Maritime provinces. A Land Titles pilot project is scheduled to start in late 1983 in New Brunswick.

Provision of Other Services

During 1982-83, flood risk mapping projects were completed in the areas of Sussex, and Zealand Station to Keswick in New Brunswick and in the New Glasgow area of Nova Scotia. These projects were carried out by private contractors, with contract management services provided by LRIS on behalf of the province. Maps are produced at scales of 1:10 000 for public information purposes and at 1:1 000 and 1:2 000 for planning purposes.

Cooperative projects were also undertaken with the New Brunswick Department of Justice to produce from LRIS data a consolidated grantor-grantee index for Saint John County, and with the New Brunswick Assessment branch to produce a specialized listing for streamlining paper flow through their offices. Both projects are being extended to other areas of the province.

Specialized listings and information exchange is taking place with the assessment branch in the province of Nova Scotia. Expansion of this cooperative process will continue during the year.

The Land Titles Division has participated in several projects involving specialized legal drafting.

Survey Control Monument Maintenance for Prince Edward Island, which is not part of the regular LRIS program, was undertaken in 1982-83 under a special contractual arrangement.

Board of Directors

The Board of Directors is composed of at least twelve members appointed by the Council representing each of the three Maritime Provinces.

Maritime Municipal Training and Development Board

The Program

The purpose of the Board is to assist the municipalities, the provinces and all bodies and organizations in the Maritime region concerned with local government operations, to improve municipal government capability in order to bring about more efficient and effective local government administration.

While the MMTDB's mandate extends only to the Maritime provinces, its work has received national attention and has been of benefit to municipalities in many other parts of Canada and elsewhere. Significant progress has been made by this agency towards improving the quality of local government administration, and in fostering an attitude of goodwill and cooperation among its clientele within the region.

Program Elements

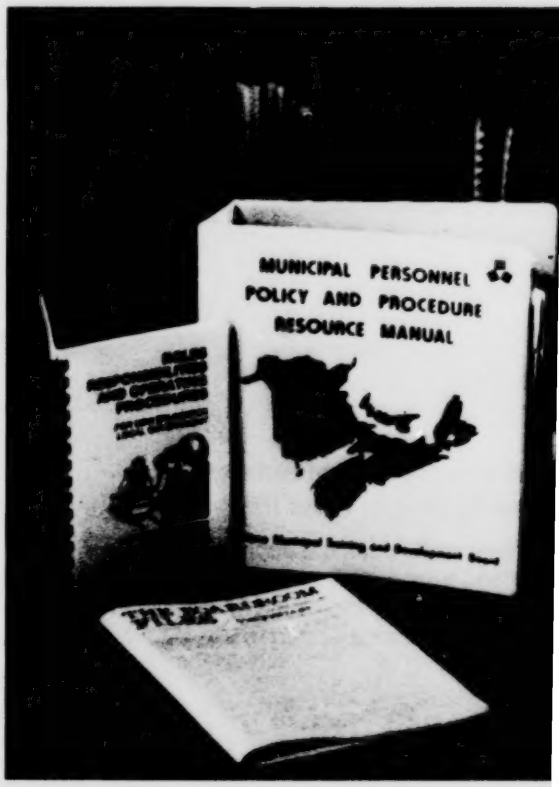
Certificate in Municipal Administration — Prince Edward Island

Cooperative arrangements between the Federation of Prince Edward Island Municipalities, the Department of Community and Cultural Affairs, the School of Continuing Education at Holland College, Dalhousie University's Institute of Public Affairs, and the MMTDB culminated in the development and offering of a one-year Certificate Course in Municipal Administration for P.E.I. municipal officials. Twenty students, all employed full time in P.E.I. local government, are currently enrolled in this program, the development process of which is a model for inter-provincial/institutional cooperation. The willingness of these groups to work together, to pool scarce resources, and to avoid duplication of effort, is representative of an attitude which has been encouraged by the MMTDB throughout its endeavours.

Handbooks on Local Government for Elected Municipal Officials

New Brunswick: In June, the MMTDB published the first in a planned series of information handbooks for New Brunswick elected municipal officials. This publication, entitled "Roles, Responsibilities and Operating Procedures for New Brunswick Local Government," is the result of a cooperative undertaking of the MMTDB, the New Brunswick Provincial-Municipal Council and the New Brunswick Department of Municipal Affairs. The handbook has been widely distributed and positively received by those involved with local government in t province. It provides an overview of the roles and responsibilities of mayors and councillors and includ suggestions for the organization and conduct of mee as well as a guide for the ordering and precedence o motions in local government council and committee meetings. This handbook fills a long-standing void a has been endorsed by the Department of Municipal Affairs and the Provincial-Municipal Council. It has b specifically recommended as a reference document those individuals who are newly elected members of town or village councils in New Brunswick.

Nova Scotia and Prince Edward Island: Joint commit in Nova Scotia and Prince Edward Island are now involved in the planning and development of similar publications for their elected municipal government officials. A single comprehensive handbook will be developed for Prince Edward Island officials, and the Institute of Public Affairs' 1976 Local Government in Scotia handbook will be revised for that Province. Bo publications are expected to be completed and ready distribution in 1984.



The Boardroom Files: A Quarterly Newsletter/Journal for Local Government

This publication, distributed quarterly to every Maritime municipality, is a vehicle for sharing information and ideas of interest and concern to both elected and appointed officials in local government. First published in July of 1982, The Boardroom Files has been enthusiastically received throughout the Maritime municipal sector. The MMTDB stepped in to fill an information void through this publication which provides a forum for the presentation of personal views and a mix of timely, informative and thought provoking information of benefit to local government officials.

Cash Management for Municipalities

In cooperation with the Nova Scotia Department of Municipal Affairs and the City of Dartmouth, the MMTDB facilitated, through its Municipal Interchange Program, the research and development of information which will form the basis for a Cash Management Guide for Municipal Government. The purpose of the Guide, to be published by the MMTDB in the coming fiscal year, is to provide assistance to municipal administrations in developing efficient cash management systems in the municipalities. As with other MMTDB undertakings, it is expected that this publication of the Board will be of interest to municipal officials across the country.

Personnel Management

The MMTDB continued, during 1982-83, to receive requests from across Canada and the United States for copies of the Municipal Personnel Policy and Procedure Resource Manual. The result of a cooperative effort involving many municipal government officials, the manual has been endorsed by professional municipal associations. It is being widely used as a guide to improving personnel management practices in municipalities throughout the regions of Canada. As a further initiative the MMTDB arranged production of an audiovisual slide presentation on important aspects of the personnel management function in local government. In addition, the Board is actively pursuing efforts which will allow it to provide specialized on-site personnel management assistance to a selected number of Maritime municipalities in 1983-84.

Board of Directors

The MMTDB is composed of elected and appointed municipal officials from Nova Scotia, New Brunswick and Prince Edward Island, as well as representatives from the three departments responsible for municipal affairs, the Council of Maritime Premiers and Maritime educational institutions.

Additional information about the MMTDB can be obtained from the:

Maritime Municipal Training and Development Board
6209 University Avenue
Halifax, N.S.
B3H 3J5

Maritime Provinces Higher Education Commission

The Program

The Commission's legislated purpose is:

"to assist the Provinces and the Institutions in attaining a more efficient and effective utilization of resources in the field of higher education in the region."

Planning Document

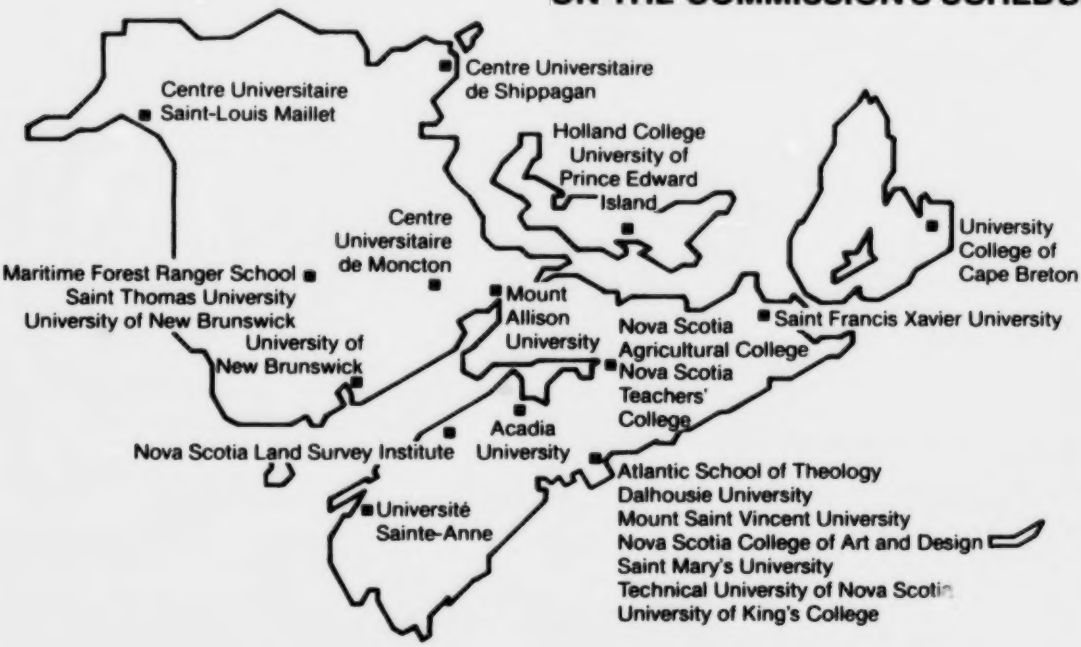
The annual planning document this year included sections on the enrollment outlook, program planning for the three-year period, financial planning, research activity and distance education. Published in June 1982, it is entitled **In Transition — Evolving Three-Year Regional Planning for Higher Education in the Maritime Provinces 1982-83 to 1984-85.**

Cyclical Activities

Meetings

The Commission adopted a new format for meetings during 1982-83 by combining its regular meetings with institutional visits and holding MPHEC meetings on institutional campuses. In this way, several institutions were visited during the eight meetings held in 1982-83.

POST-SECONDARY EDUCATIONAL INSTITUTIONS IN THE MARITIMES ON THE COMMISSION'S SCHEDULE



Enrollments

Full-time enrollment in institutions on the Commission's schedule increased in 1982-83 to **37,774** compared with **34,783** in 1981-82. Full-time equivalent enrollment for those years was **43,377.5** (1982-83) and **40,715** (1981-82).

Funding

The Commission presented its **Financial Plan 1983-84** to the Council in December 1982, recommending a 12.1% increase in operating assistance. By year end, the Commission was awaiting a response to its recommendations.

Programs

A total of 38 programs was considered by the Commission during 1982-83. Of these, 17 university and three applied arts and technology programs were recommended to the Council for implementation, two were not recommended and the remainder were still under consideration at year end. Of the recommended programs, 10 represented entirely new programs and 10 were modifications of existing programs.

Research Activities

An inventory of research capacity in Maritime post-secondary institutions was nearing completion by year end, and several meetings had been held with representatives from industry, government and institutions to consider content, format and dissemination of the information. In addition, the Commission struck an ad hoc sub-committee to evaluate the Commission's role in project and targeted research.

Inter-provincial Agreements

Agreements formalized between New Brunswick-Québec, New Brunswick-Newfoundland and New Brunswick/Prince Edward Island-Ontario continued during 1982-83, providing access to limited enrollment programs outside the Maritimes. In addition, an intra-Maritime agreement incorporating a regional funding formula first approved by the Council in 1977 continued in the reporting year. This arrangement requires that each Maritime province provide grants to the other two provinces in respect of any of its students enrolled in programs in these provinces that are not offered in the province of residence.

Activities Initiated Prior to 1982-83

Distance Education

In September 1982 the Commission adopted a plan of action for the MPHEC Advisory Committee on Distance Education. This included consultation with institutions, identification of potential programs and recommendations concerning appropriate support and administrative options.

Educational Computer Networks

At the end of 1981-82 the Comission had mandated a study to examine the cost-benefit aspects of the New Brunswick/Prince Edward Island and the Nova Scotia Educational Computer Networks. This study, undertaken by Professor Landweber of the University of Wisconsin, was received by the Commission at its January 1983 meeting and circulated to the institutions concerned for reaction. The Commission considered the recommendations of the report and the reactions of the institutions and agreed to continue its participation in the NB/PEI Network for the full term of the current agreement which expires March 31, 1986. The MPHEC also anticipated its continued participation in the NS Network, but by year end was waiting to receive the Nova Scotia Board's response to the report.

Health Education

During the year the Ministers of Health and of Education of the three provinces agreed that a regional Advisory Group on Health Sciences Education should be established. Initially, a principal item for the Group's consideration will be to provide advice for the funding of the Dalhousie University Medical School.

Study of Degree Lengths

A study of undergraduate degree lengths was presented to the Association of Atlantic Universities (AAU). The AAU referred the matter to its Academic Vice-Presidents' Committee, and by year end the Commission was waiting for the AAU's response to the issue.

Maritime Provinces Higher Education Commission (Cont.)

Atlantic Institute of Education

In 1981-82, following studies and a request from the Minister of Education, Nova Scotia, for advice on the rationalization of teacher education in Nova Scotia, the MPHEC had recommended that the services of the Atlantic Institute of Education (AIE) be transferred to the Nova Scotia Teachers College and that the Open Access Study Plan (OASP) of the AIE be transferred to an appropriate institution. In August 1982 the Nova Scotia Government announced that as part of its restraint measures, grants to the AIE would cease immediately, and the Commission was asked to provide advice on the implications involved. The Commission recommended that the OASP be administered by Dalhousie University to permit students currently enrolled to complete their programs.

This recommendation was received favourably by the Government. It was also recommended by the MPHEC that a program within the concept of the OASP be continued. The Commission indicated that it is prepared to receive submissions from institutions or a consortium for the establishment of such a program.

Information Systems

The AAU-MPHEC Committee on Information Systems continued its work during 1982-83. The 'Ullman Report' received late last year was circulated to all institutions, and Mr. Ullman, at the invitation of the Commission, subsequently provided advice to registrars and computer centre personnel on the development and maintenance of student information systems. In addition, the Committee considered various existing information systems.

New Developments

Language Policy

The Commission considered and reacted favourably towards the intention of the University of New Brunswick to provide French language instruction in a limited number of courses other than French.

Atlantic Police Academy

In January 1983, with the consent of the Council, the Commission initiated discussions with appropriate officials in order to negotiate the participation of Newfoundland in the Atlantic Police Academy Agreement. The APA, which is affiliated with Holland College on Prince Edward Island, is a Maritime regional training centre which provides programs in the field of law enforcement.

Review of Capital Assistance Procedures

Near the end of the reporting year the MPHEC reviewed the procedures used in the consideration of projects submitted for capital assistance and struck a sub-committee to consider the issues and provide advice to the Commission.

Foreign Student Policy

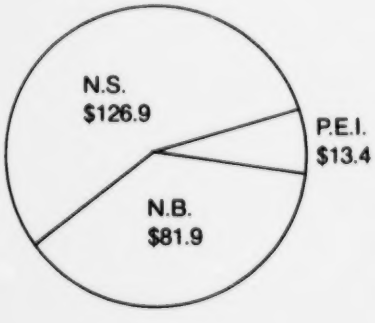
The Commission has begun up-dating its information on foreign student policies in the Provinces, the United States and the United Kingdom for further consideration in monitoring foreign student policy.

A detailed account of the operations of the Maritime Provinces Higher Education Commission during fiscal 1982-83 can be found in the Commission's Ninth Annual Report, scheduled for release in September 1983. Copies of the report will be available from:

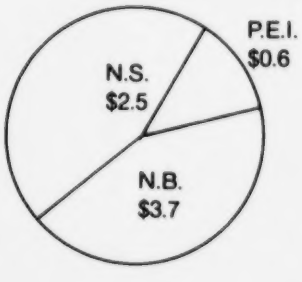
Maritime Provinces Higher Education Commission
P.O. Box 6000
Fredericton, N.B.
E3B 5H1

ASSISTANCE TO POST-SECONDARY INSTITUTIONS: 1982-83 (in millions)

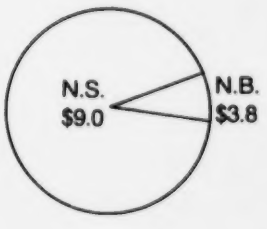
Unrestricted Operating Grants



Restricted Operating Grants



Capital Grants



Maritime Resource Management Service

The Program

The basic objective of the MRMS is to assist the Maritime provinces in achieving the optimum utilization and development of the resources of the Region by providing specialized support services. In particular, these support services include:

a) an information service;
b) a planning service;
c) an engineering service;
d) a photo reproduction and cartographic service.

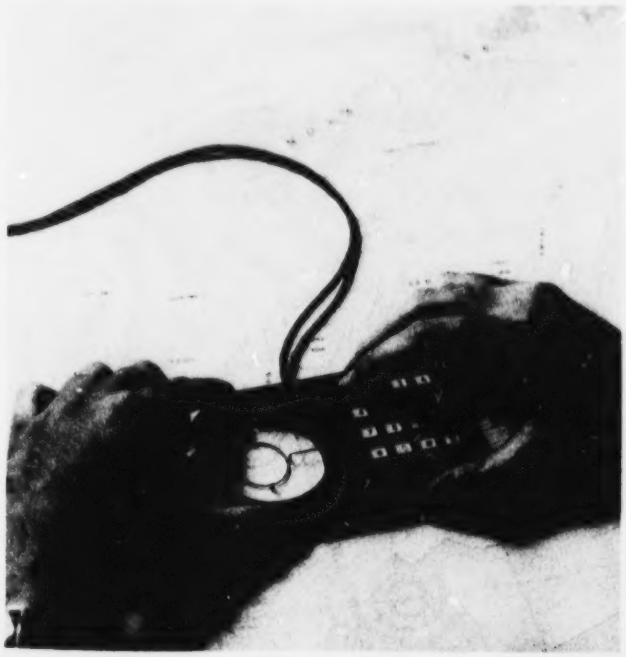
The 1982-83 fiscal year for the Maritime Resource Management Service (MRMS) was one of intensive review and consolidation in the face of a continued severe recessionary economic climate. Project revenue from the organization's traditional major customers, the Maritime provincial governments, dropped 10% from that of the previous year. MRMS' marketing emphasis shifted toward acquiring new private industry and federal government revenue sources. Project revenue from these sources increased by 22% during the 1982-83 fiscal year. Overall revenue for the year increased 3%. Through careful management, expenditure increases were held to 5%. In response to continuing operating deficits, MRMS staffing levels were dropped from 81 in 1981-82 to 63 in 1982-83. Decisions to incorporate the agency and other commitments made by the Council of Maritime Premiers during the year will greatly assist MRMS in the elimination of this operating deficit.

Accelerated growth in the new corporation's revenue base will be required for the organization to meet projected expenses. The anticipated easing of recessionary pressures, expenditures expected for developing the natural gas resources of the Scotia Shelf, and increasing demands for the MRMS resource information management and air photo services bring the promise of increased revenues.

Program Elements

Services

The Services Division of MRMS continued to make strides forward with its reorganization and revitalization. Major contracts were signed with clients using the division's GeoBased Geographic Information Computer System in creating, testing and managing mapped data bases. The most sigificant among these were those for the Bowater Mersey Pulp and Paper Company, the Federal Department of Fisheries and Oceans and the Nova Scotia Department of Mines and Energy. Projects required to finish the Northeast New Brunswick District Planning Commission planning support programs were completed. Even though it was necessary during the year to close the division's marshland engineering technical unit, the engineering group was successful in acquiring a major project with the Nova Scotia Power Corporation in its work of constructing the Annapolis Tidal Power station. Technicians from the engineering unit also undertook the construction of a large topographic model for the Passamaquody Bay region of Southern New Brunswick for the Federal Department of Fisheries and Oceans. A number of air photo interpretation contracts were completed during the year, the most significant of which was a comparative study of agricultural land abandonment in Northeastern New Brunswick conducted for Environment Canada.

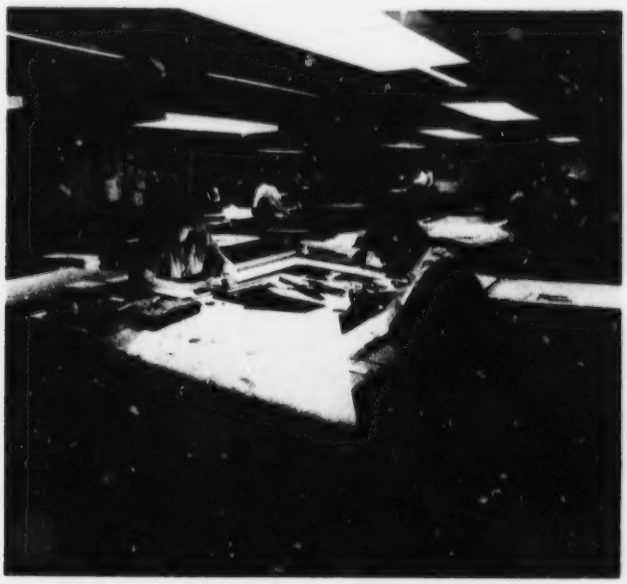


Products

The Products Division once again maintained and improved its revenue base as it continued with the production and sale of MRMS' aerial photography and map products.

The cartography unit finished a number of very detailed geological maps for the Nova Scotia Department of Mines and Energy. Draftsmen in this unit continue to provide Ducks Unlimited with their engineering and drafting service. A new color map for Kouchibouguac National Park was completed late in the year as was the new Prince Edward Island Tourism map. Approximately 54,000 national topographical maps were sold by the Map Sales unit during the year, and the volume of Hydrographic Charts sold is growing. An aggressive television advertising program has aided in the map and air photo sales effort. The historical volume of air photo sales has been maintained, and the air photo reproduction unit has been developing an ancillary business by producing large color photographic blow-up products for graphic display customers. The sales volume for the Map Publishing unit's Atlantic Urban Map Series has been growing rapidly in recent years, and with the completion of maps for Saint John, St. John's and Charlottetown, the unit is expanding its program to other parts of Canada and the United States.

Profitable new product lines and extended existing product offerings are being sought as the division attempts to plan for growth in future years.



Maritime Resource Management Service (Cont.)

Special Programs

The major special programs undertaken at MRMS are accomplished through special program directors. Three such programs were underway during 1982-83; the Nova Scotia Deputy Minister's Land Use Policy Committee, the Atlantic Coastal Resources Information Centre (ACRIC) and the Maritime Remote Sensing Committee (MRSC).

The MRMS Halifax office provided the Nova Scotia Deputy Minister's Land Use Policy Committee with technical and administrative support services. The Committee, in addition to considering a large number of ongoing issues, turned its attention to new projects related to the development of the Province's offshore natural gas resources. Staff from the Halifax office completed the production of a major publication on the Natural History and Theme Regions of Nova Scotia for the Nova Scotia Museum and the Parks Branch of the Department of Lands and Forests.

The Atlantic Coastal Resources Information Centre project undertook significant new information gathering projects for the Federal Department of Fisheries and Oceans, Parks Canada, Nova Scotia and New Brunswick Fisheries Departments, Petro Canada and Mobil Oil Canada Ltd. Through the efforts of its Director and the support offered by MRMS, ACRIC is beginning to achieve a substantial reputation as "the place to go" for coastal information in the Maritimes. The ACRIC library and coastal data base is growing satisfactorily.

MRMS provides the coordination, administrative and technical support required by the Maritime Remote Sensing Committee. Negotiations between the Provinces through the Committee and the government of Canada have resulted in the signing of a Remote Sensing Technology Transfer Memorandum of Understanding. Staff and equipment resources provided by both parties will be used in the information gathering programs of Maritime government and industry resource management activities.

Board of Directors

The Board is composed of at least three representatives of the Council and three representatives appointed by each province.

Operating Highlights

Council of Maritime Premiers

	March 31 1983	March 31 1982
Total Revenue	**$14,204,492**	$14,832,382
Total Expenditure	**13,511,711**	14,340,144
Excess of Revenue over Expenditure	**692,781**	492,238

Human Resources

	Person-Years 1983 Budget	Person-Years 1983 Actual
Land Registration and Information Service	**216**	184
Maritime Municipal Training and Development Board	**4**	4
Maritime Provinces Higher Education Commission	**11**	10
Maritime Resource Management Service	**68**	66
Secretariat	**20**	19
	319	283

Council of Maritime Premiers Pension Fund

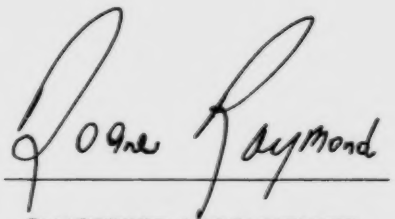
	December 31 1982	December 31 1981
Market Value of Assets	**$11,180,378**	$8,498,363
Realized Earning and Fluctuations in Market Value of Investments (net)	**1,814,266**	(174,335)

AUDITORS' REPORT

To: The Honourable Chairman
and Honourable Members
Council of Maritime Premiers

We have examined the consolidated fund balance sheet of the Council of Maritime Premiers as at March 31, 1983 and the statements of consolidated fund revenue and expenditure, operating surplus and capital surplus, and the related schedules for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Council as at March 31, 1983 and the results of its operations for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.



CHARTERED ACCOUNTANTS

HALIFAX, NOVA SCOTIA
AUGUST 9, 1983

Doane Raymond

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Consolidated Fund Balance Sheet
March 31, 1983

ASSETS

	1983	1982
Cash and deposits	$ 3,371,424	$2,399,478
Receivables (Note 4)	805,912	1,181,339
MPHEC grants receivable (Note 5)	6,872,347	4,368,707
Inventories (Note 6)	320,650	335,240
Land, buildings and equipment (Note 7)	963,040	863,312
Prepaids and deferred charges (Note 8)	110,581	112,407
	$12,443,954	$9,260,483

LIABILITIES

Payables and accruals	$ 1,026,903	$1,385,384
MPHEC operating and capital assistance payable	2,958,489	1,521,650
Deferred revenue (Note 9)	278,397	636,077
Loans (Note 10)	193,781	1,053,777
	4,457,570	4,596,888
Reserve for MPHEC grant commitments	6,260,926	4,137,020
	10,718,496	8,733,908

EQUITY

Operating surplus	722,511	526,575
Capital Surplus (Note 14)	1,002,947	
	1,725,458	526,575
	$12,443,954	$9,260,483

Contingent liabilities and commitments (Note 12)

ON BEHALF OF THE COUNCIL

John Buchanan Chairman

Secretary

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Statement of Consolidated Fund Revenue and Expenditure
Year Ended March 31, 1983

	1983		1982
	Budget	***Actual***	***Actual***
Revenue			
Province of New Brunswick	$ 4,986,800	**$ 4,986,800**	$ 4,745,300
Province of Nova Scotia	5,000,000	**5,000,000**	5,432,700
Province of Prince Edward Island	653,200	**653,200**	640,000
Other	1,203,141	**1,367,816**	1,883,416
MRMS — Operations	3,455,700	**2,196,676**	2,130,966
	15,298,841	**14,204,492**	14,832,382
Expenditure			
Land Registration and Information Service	8,814,200	**7,987,981**	9,015,960
L.R.I.S. International Corp. (Note 16)	60,000	**60,000**	140,000
Maritime Municipal Training and Development Board	229,800	**234,155**	198,935
Maritime Provinces Higher Education Commission — Administration	632,800	**577,898**	489,541
Maritime Resource Management Service	3,957,339	**3,482,450**	3,256,703
Secretariat	1,206,000	**1,169,227**	1,239,005
	14,900,139	**13,511,711**	14,340,144
Excess of revenue over expenditure	$ 398,702	**$ 692,781**	$ 492,238

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Statement of Consolidated Fund Operating Surplus
Year Ended March 31, 1983

	1983		1982
	Budget	*Actual*	*Actual*
Beginning of year	$582,262	**$526,575**	$858,752
Appropriated to operations			
LRIS	483,300	**430,747**	554,024
MMTDB	3,341	**6,098**	391
L.R.I.S. International Corp.	60,000	**60,000**	140,000
Secretariat			130,000
	(546,641)	**(496,845)**	(824,415)
	35,621	**29,730**	34,337
Excess of revenue over expediture (expenditure over revenue)			
LRIS		**935,015**	430,747
MMTDB	41	**3,568**	6,098
MPHEC	100	**55,002**	81,459
MRMS	(1,639)	**(785,774)**	(625,737)
Secretariat	200	**36,963**	2,353
Consolidated Fund Interest	400,000	**448,007**	597,318
	398,702	**692,781**	492,238
End of year	$434,323	**$722,511**	$526,575

Statement of Consolidated Fund Capital Surplus
Year Ended March 31, 1983

	1983
	Actual
Provincial contributions	
Province of New Brunswick	**$ 403,233**
Province of Nova Scotia	**529,976**
Province of Prince Edward Island	**69,738**
End of year	**$1,002,947**

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Notes to Financial Statements
March 31, 1983

1. *Operating agreements*

The Council of Maritime Premiers has entered into agreements with the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island whereby:

(a) The Land Registration and Information Service is to carry out:

i. the emplacement and maintenance of a co-ordinate system of control surveys,
ii. the production of aerial photography, the production and revision of large scale maps, the production of property maps, the establishment and maintenance of a parcel index file;
iii. the provision of assistance in the implementation of an improved system of land registration; and
iv. the provision of such other services as are agreed upon by the Provinces and the Council of Maritime Premiers.

(b) The Maritime Municipal Training and Development Board is to assist the municipalities, the provinces, training institutions, and other organizations in the Maritime region to improve municipal government administrative capability.

(c) The Maritime Resource Management Service is to provide unique resource planning, resource engineering, cartographic, photo reproduction, and information support services to resource managers in governments and industry.

2. *Summary of significant accounting policies*

(a) Combination

These financial statements include the combined accounts of the Land Registration and Information Service (LRIS); the Maritime Municipal Training and Development Board (MMTDB); the Maritime Provinces Higher Education Commission (MPHEC); the Maritime Resource Management Service (MRMS); and the Secretariat. Separate audited financial statements provide more detailed financial information in relation to LRIS, MMTDB, MPHEC and MRMS.

(b) Capitalization and depreciation

Equipment, leases, and leasehold improvements of all agencies except MRMS are recorded as operating expenditures in the year of acquisition. MRMS acquisitions are capitalized and depreciated using the straight line method at rates sufficient to amortize the cost over their estimated useful lives.

(c) Revenue recognition

Revenue from fixed price contracts is recorded on a percentage of completion basis. Revenue from other projects is recorded in amounts equal to the accumulated charges against the respective projects less any estimated unrecoverable amounts.

(d) Inventory

Materials and supplies are treated as expenditures in the year of acquisition for all agencies except MRMS.

(e) Operating surplus

Upon the recommendation of the Regional Treasury Board, the Council of Maritime Premiers may appropriate a portion of the accumulated surplus as revenue of its agencies of the succeeding year.

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Notes to Financial Statements
March 31, 1983

3. *Funding*

The provincial contributions for MMTDB, MPHEC administrative costs, MRMS grant, and the Secretariat are based upon the population of each province. This per capita formula is as follows:

	1983	*1982*
Province of New Brunswick	**41.7%**	41.7%
Province of Nova Scotia	**51.0%**	51.0%
Province of Prince Edward Island	**7.3%**	7.3%

On June 7, 1982, the Council changed the funding for LRIS to reflect the relative services provided to each province.

Provincial contributions for post-secondary education assistance are in accordance with the existing regional funding formula under which each province provides grants to institutions within its borders and makes contributions to the other two provinces in respect of students from that province studying in university programmes not offered in the province of residence.

4. *Receivables*

	1983	*1982*
MRMS projects	**$ 376,583**	$ 721,223
LRIS projects	**147,643**	308,199
Other	**344,743**	234,778
	868,969	1,264,200
Allowance for doubtful accounts	**63,057**	82,861
	$ 805,912	$1,181,339

5. *MPHEC grants receivable*

	1983	*1982*
Province of New Brunswick	**$6,185,519**	$4,157,311
Province of Nova Scotia	**23,538**	66,818
Government of Canada	**663,290**	144,578
	$6,872,347	$4,368,707

6. *Inventories (MRMS), at lower of cost and net realizable value*

	1983	*1982*
Materials and supplies	**$ 62,708**	$ 120,095
Work in progress	**226,866**	182,100
Finished products	**31,076**	33,045
	$ 320,650	$ 335,240

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Notes to Financial Statements
March 31, 1983

7. *Land, buildings and equipment (MRMS)*

	Cost	*1983 Accumulated Depreciation*	*Net Book Value*	*1982 Net Book Value*
Land	$ 67,045	$	$ 67,045	$ 67,045
Buildings	536,012	64,046	471,966	471,906
Photographic equipment	365,448	260,370	105,078	136,066
Engineering equipment	37,675	19,084	18,591	16,330
Furniture and office equipment	241,026	146,141	94,885	107,470
Motor vehicles	22,561	17,482	5,079	9,492
Equipment under capital lease	224,877	24,481	200,396	55,003
	$1,494,644	$531,604	$963,040	$863,312

8. *Prepaids and deferred charges*

	1983	*1982*
Prepaids	$ 19,588	$ 11,312
Deferred charges (MRMS) — Net of amortization		
Air photo library	69,803	70,197
Geobased software package	21,190	30,898
	90,993	101,095
	$110,581	$112,407

The air photo library is recorded at cost less 10% amortization for each year since the applicable photography was flown. Duplicate prints are assigned no value. The geobased software package is recorded at cost and is being amortized over five years commencing April 1, 1980.

9. *Deferred revenue*

	1983	*1982*
Maritime Resource Management Service	$278,397	$406,577
Province of New Brunswick, quarterly funding		229,500
	$278,397	$636,077

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Notes to Financial Statements
March 31, 1983

10. Loans (MRMS)

	1983	1982
Working capital advances		
Province of New Brunswick	$	$ 206,500
Province of Nova Scotia		257,000
Province of Prince Edward Island		36,500
	nil	500,000
Building loans, maturing in 1995		
Province of New Brunswick		196,733
Province of Nova Scotia		272,976
Province of Prince Edward Island		37,474
	nil	507,183
Obligations under capital leases	193,781	46,594
	$193,781	$1,053,777

Future minimum lease payments under (MRMS) capital leases are as follows:

Years ending March 31, 1984	$ 94,123
1985	54,496
1986	60,113
1987	53,918
1988	3,131
Total minimum lease payments	265,781
Less: amount representing interest averaging at approximately 16%	72,000
Balance of the obligation	$193,781

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Notes to Financial Statements
March 31, 1983

11. Maritime Provinces Higher Education Commission Acts

In accordance with the Maritime Provinces Higher Education Commission Acts (Section 18, New Brunswick and Prince Edward Island; Section 19, Nova Scotia), the Provinces have the option of paying grants directly to the institutions, or through the Commission. Operating grants aggregating $135,325,375 and capital grants aggregating $9,094,310 disbursed directly by the Province of Nova Scotia to institutions within the Province for the year ended March 31, 1983, are not included in these financial statements.

12. Contingent liabilities and commitments

(a) Leases

Future annual lease commitments as at March 31, 1983, of which a large portion are for office facilities and equipment, are as follows:

Years ending March 31, 1984	—	$ 500,000
1985	—	405,000
1986	—	337,000
1987	—	201,000
1988	—	198,000
Subsequent to 1988	—	934,000
		$2,575,000

(b) Pension

The latest actuarial valuation of the pension fund reported on December 31, 1981 disclosed that benefits relating to current and prior years service have been fully funded.

(c) Capital reserve

The Maritime Provinces Higher Education Commission, on behalf of the Provinces of New Brunswick and Prince Edward Island, is contingently liable for the payment of approved capital assistance to New Brunswick and Prince Edward Island institutions in future years in the amount of $5,356,128 and $582,539 respectively.

(d) Operating reserve

The Maritime Provinces Higher Education Commission, on behalf of the Provinces of New Brunswick and Prince Edward Island, is contingently liable for the payment of approved operating assistance of $322,259.

13. Operating surplus allocation

Operating surplus has been allocated as follows:

(a) Beginning surplus and transfers from surplus have been allocated as determined by Regional Treasury Board, and

(b) The excess of revenue over expenditure, with the exception of LRIS, has been determined on a per capita basis as approved in May 25, 1971 founding agreement. The LRIS excess of revenue over expenditure has been determined in accordance with the cost-sharing agreement approved by the Council of Maritime Premiers on June 7, 1982. Certain LRIS revenues and expenditures have been allocated in accordance with amendments and interpretations determined by the LRIS Board of Directors.

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Notes to Financial Statements
March 31, 1983

14. Capital surplus

Capital surplus represents provincial contributions to enable the Council of Maritime Premiers Consolidated Fund to repay MRMS provincial loans. Capital surplus has been allocated based on provincial contributions.

15. Comparative figures

The 1982 figures for LRIS, MRMS, and Secretariat have been reclassified to conform with the current basis of reporting.

16. L.R.I.S. International Corp.

Effective June 30, 1982 the company ceased active operations.

17. Subsequent events

(a) Effective April 1, 1983 the Council of Maritime Premiers' equity in the net assets of MRMS aggregating $1,199,432 was transferred to a wholly owned corporation in exchange for capital stock.

(b) On April 7, 1983 LRIS entered into a contract to acquire a computerized integrated mapping system at a cost of approximately $1,325,000.

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Schedule of Consolidated Fund Revenue
Year Ended March 31, 1983

	1983		1982
	Budget	*Actual*	*Actual*
Province of New Brunswick			
LRIS	$ 3,918,000	**$ 3,918,000**	$ 3,752,000
MMTDB	93,400	**93,400**	83,400
MPHEC — Administration	264,000	**264,000**	238,100
MRMS (Grant)	208,500	**208,500**	208,500
Secretariat	502,900	**502,900**	463,300
	4,986,800	**4,986,800**	4,745,300
Province of Nova Scotia			
LRIS	3,693,000	**3,693,000**	4,217,900
MMTDB	114,200	**114,200**	102,000
MPHEC — Administration	322,700	**322,700**	291,200
MRMS (Grant)	255,000	**255,000**	255,000
Secretariat	615,100	**615,100**	566,600
	5,000,000	**5,000,000**	5,432,700
Province of Prince Edward Island			
LRIS	466,100	**466,100**	466,100
MMTDB	16,400	**16,400**	14,600
MPHEC — Administration	46,200	**46,200**	41,700
MRMS (Grant)	36,500	**36,500**	36,500
Secretariat	88,000	**88,000**	81,100
	653,200	**653,200**	640,000
Total Provincial contributions	10,640,000	**10,640,000**	10,818,000
Other			
Surplus appropriation	546,641	**496,845**	824,415
LRIS — Recoveries	253,800	**415,149**	456,683
MMTDB — Recoveries	2,500	**7,625**	4,642
Secretariat — Recoveries	200	**190**	358
Interest revenue	400,000	**448,007**	597,318
	1,203,141	**1,367,816**	1,883,416
MRMS — Operations	3,455,700	**2,196,676**	2,130,966
	$15,298,841	**$14,204,492**	$14,832,382

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Schedule of Expenditure
Year Ended March 31, 1983

Land Registration and Information Service

	1983		1982
	Budget	*Actual*	*Actual*
Personnel services	$4,474,500	**$4,379,753**	$4,089,719
Other services	1,609,000	**1,680,103**	1,789,544
Materials and supplies	391,300	**383,604**	339,329
Equipment	92,200	**137,916**	233,077
Doubtful accounts			18,692
Projects	1,764,000	**1,406,605**	2,545,599
Unallocated	483,200		
	$8,814,200	**$7,987,981**	$9,015,960

Maritime Municipal Training and Development Board

	1983		1982
	Budget	*Actual*	*Actual*
Personnel services	$ 6,500	**$ 2,931**	$ 4,538
Other services	154,100	**152,866**	124,138
Materials and supplies	7,500	**10,423**	7,985
Projects	61,700	**67,935**	62,274
	$229,800	**$234,155**	$198,935

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Schedule of Expenditure
Year Ended March 31, 1983

Maritime Provinces Higher Education Commission — Administration

	1983 Budget	1983 Actual	1982 Actual
Personnel services	$ 392,400	**$ 365,251**	$ 333,047
Other services	168,400	**139,585**	118,546
Materials and supplies	28,000	**28,347**	22,859
Equipment	11,000	**32,646**	1,207
Projects	33,000	**12,069**	13,882
	$ 632,800	**$ 577,898**	$ 489,541

Secretariat

	1983 Budget	1983 Actual	1982 Actual
Personnel services	$ 604,450	**$ 605,545**	$ 604,234
Other services	238,350	**223,046**	254,918
Materials and supplies	36,200	**33,548**	42,589
Equipment	1,000	**4,243**	6,183
Grants	119,100	**118,300**	117,100
Projects	206,900	**184,545**	213,981
	$1,206,000	**$1,169,227**	$1,239,005

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Maritime Resource Management Service
Schedule of Revenue and Expenses
Year Ended March 31, 1983

	1983		1982
	Business Plan	*Actual*	*Actual*
Revenue			
Provincial grants			
Province of New Brunswick	$ 208,500	**$ 208,500**	$ 208,500
Province of Nova Scotia	255,000	**255,000**	255,000
Province of Prince Edward Island	36,500	**36,500**	36,500
	500,000	**500,000**	500,000
Operations	3,455,700	**2,196,676**	2,130,966
	3,955,700	**2,696,676**	2,630,966
Expenses			
Personnel services	2,039,339	**2,012,032**	1,841,713
Materials, supplies and other services	1,401,000	**1,063,890**	948,359
Interest	372,000	**234,662**	318,389
Doubtful accounts	15,000	**35,000**	15,024
Depreciation and amortization	130,000	**136,866**	133,218
	3,957,339	**3,482,450**	3,256,703
Excess of expenses over revenue	$ (1,639)	**$ (785,774)**	$ (625,737)

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Schedule of Consolidated Fund Surplus Allocation
Year Ended March 31, 1983

	1983				
	Province of New Brunswick	*Province of Nova Scotia*	*Province of Prince Edward Island*	*Total*	*1982 Total*
Operating surplus (Note 13)					
Beginning of year	**$341,400**	**$167,479**	**$ 17,696**	**$526,575**	$858,752
Appropriated to Operations					
LRIS	**301,440**	**118,607**	**10,700**	**430,747**	554,024
MMTDB	**2,543**	**3,110**	**445**	**6,098**	391
L.R.I.S. International Corp.	**25,020**	**30,600**	**4,380**	**60,000**	140,000
Secretariat					130,000
	(329,003)	**(152,317)**	**(15,525)**	**(496,845)**	(824,415)
	12,397	**15,162**	**2,171**	**29,730**	34,337
Excess of revenue over expenditures (expenditure over revenue)					
LRIS	**455,500**	**364,500**	**115,015**	**935,015**	430,747
MMTDB	**1,488**	**1,820**	**260**	**3,568**	6,098
MPHEC	**22,936**	**28,051**	**4,015**	**55,002**	81,459
MRMS	**(327,668)**	**(400,745)**	**(57,361)**	**(785,774)**	(625,737)
Secretariat	**15,414**	**18,851**	**2,698**	**36,963**	2,353
Consolidated Fund Interest	**186,819**	**228,484**	**32,704**	**448,007**	597,318
	354,489	**240,961**	**97,331**	**692,781**	492,238
End of year	**$366,886**	**$256,123**	**$ 99,502**	**$722,511**	$526,575
Capital surplus (Note 14)					
Provincial contributions	**$403,233**	**$529,976**	**$ 69,738**	**$1,002,947**	

COUNCIL OF MARITIME PREMIERS
Maritime Provinces Higher Education Commission
Schedule of Grants
Year Ended March 31, 1983

	1983	1982
Revenue		
Operating		
Province of New Brunswick	**$81,915,200**	$72,776,300
Province of Nova Scotia (Note 11)	**123,538**	250,000
Province of Prince Edward Island	**15,486,710**	13,396,200
	97,525,448	86,422,500
Capital		
Province of New Brunswick	**7,465,000**	3,785,000
Province of Nova Scotia (Note 11)		16,818
Province of Prince Edward Island	**663,290**	988,000
	8,128,290	4,789,818
Other	**877,824**	812,711
	106,531,562	92,025,029
Expenditure		
Operating grants		
New Brunswick		
— institutions	**77,826,965**	68,842,036
— interprovincial transfers	**4,125,747**	3,926,137
	81,952,712	72,768,173
Prince Edward Island		
— institutions	**12,314,310**	10,856,581
— interprovincial transfers	**3,177,128**	2,501,986
	15,491,438	13,358,567
	97,444,150	86,126,740
Capital grants		
New Brunswick	**5,238,652**	3,814,299
Nova Scotia		16,818
Prince Edward Island	**386,654**	1,180,877
	5,625,306	5,011,994
Grants for joint projects	**487,801**	511,582
Other	**850,399**	795,386
	104,407,656	92,445,702
Excess of revenue over expenditure (expenditure over revenue)	**2,123,906**	(420,673)
Reserve for MPHEC grant commitments, beginning of year	**4,137,020**	4,557,693
Reserve for MPHEC grant commitments, end of year	**$ 6,260,926**	$ 4,137,020

COUNCIL DIRECTORY

Council Secretariat

Council of Maritime Premiers
P.O. Box 2044, Halifax, Nova Scotia
B3J 2Z1

Emery M. Fanjoy, Secretary Tel. (902) 424-7590

Land Registration and Information Service

P.O. Box 6000
Fredericton, New Brunswick
E3B 5H1

R. Laurence Simpson, Executive Director Tel. (506) 453-3901

Maritime Municipal Training and Development Board

6209 University Avenue
Halifax, Nova Scotia
B3H 3J5

A. Donald Smeltzer, Executive Director Tel. (902) 425-6487

Maritime Provinces Higher Education Commission

P.O. Box 6000
Fredericton, New Brunswick
E3B 5H1

John E. Terry, Chairman Tel. (506) 453-2844

Maritime Resource Management Service

P.O. Box 310
Amherst, Nova Scotia
B4H 3Z5

James M. Stanley, Executive Director Tel. (902) 667-7231

BOARDS OF DIRECTORS

Land Registration and Information Service (LRIS)

Coles, G. F.
Cronk, E.
Delano, H.
Doig, J.
Eldridge, D.
Friesen, D. B.
Gillis, D. G. (Chairman)
Lloyd, M.
MacKinnon, E. L.
Martinson, W. J. (until June, 1982)
Nicholson, F. L.
Scammell, R.
Sifton, T.
Stanley, J. M.
Thompson, C.

Maritime Municipal Training and Development Board (MMTDB)

Belliveau, R.
Blennerhassett, G. (from October, 1982)
Butler, J.
Caseley, R.E.S.
Connolly, P. (until October, 1982)
Cook, H. (from October, 1982)
Elliot, Dr. G. F. (Chairman)
Hart, B. (until October, 1982)
Johnson, D. E.
Kenney, A.
MacLean, J. (from October, 1982)
Marquis, P. (until February, 1983)
Meech, K.
Mullally, J.
Murley, J. (from December, 1982)
Novack, J. (until October, 1982)
Snow, E. (until October, 1982)
Stewart, C. H.
Wilkie, A. G. (from October, 1982)

Maritime Provinces Higher Education Commission (MPHEC)

Campbell, C.
Collette, M.
Condon, Dr. T.
Doggett, W.
Doucet, G.
Gardiner, K.
Hayman, A. K.
MacDonald, Dr. J. J.
MacDonald, E.
Manning, R.
McCreath, P.
Milne, Dr. D.
Moore Uhl, M.
Terry, J. (Chairman)
Thompson, Dr. W. B.

Maritime Resource Management Service (MRMS)

Caron, R.
Chenier, J.
Etter, L. E. (until August, 1982)
Grant, W.
Harper, W.
Johnson, R. A. (Chairman)
Rowe, E. L. (from September, 1982)
Simpson, R. L.
Smith, L.

Le Conseil des premiers ministres des Maritimes

Rapport annuel
1982-83

CMP
the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902)424-7590

CPMM
le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.é., B3J 2Z1
(902)424-7590

PRESS COMMUNIQUÉ

55TH SESSION

OTTAWA, ONTARIO

NOVEMBER 28-29, 1983

HIGHLIGHTS OF 55th SESSION

- First-ever regular meeting outside the Maritime Provinces
- Council and Members of Parliament meet for five hours

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

55e SESSION

OTTAWA (ONTARIO)

LES 28 ET 29 NOVEMBRE 1983

POINTS SAILLANTS DE LA 55e SESSION

- La toute première réunion régulière à l'extérieur des provinces Maritimes
- La rencontre du Conseil avec les membres du Parlement a duré cinq heures

CMP
the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902)424-7590

CPMM
le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.é., B3J 2Z1
(902)424-7590

November 17, 1983

MID-YEAR REPORT

Council has had three meetings so far this fiscal year - Halifax in April, Cavendish in July and Sussex in October.

In April, the Maritime Ministers of Education announced the development of a Maritime Studies program. Components of this program will include curriculum guidelines and a textbook to be developed locally. The program will utilize a number of materials already completed through the cooperative efforts of the three provinces. The invitation for tenders for this program is currently out.

The Maritime Resource Management Service, established in 1972, has been incorporated. MRMS's primary market will continue to be the provincial government departments, but it will also take steps to develop markets for its products and services in the private sector and beyond the Maritimes. MRMS will play a major role in offshore and land-based activities associated with the development of the natural gas resources of the Region.

Council has received the second annual report from the Coordinating Committee of Maritime Electric Utilities. Energy exchanges among the three utilities during 1982 resulted in a saving of $10.9 million to utility customers. A load forecast for the region has been developed to the year 2000 indicating a long-term annual growth rate of 3.2 percent for electrical energy.

On June 3, 1983, the federal government and the governments of Prince Edward Island, Nova Scotia, New Brunswick and Newfoundland and Labrador entered into an agreement for the construction of a veterinary college to be located in Charlottetown.

The federal Minister of Transport announced in September that the current freight rate assistance program in the Maritimes would remain unchanged. This had been a major issue of concern to industry and governments in the region during the spring and summer.

The Maritime governments and the federal government may be close to an agreement to construct a new Maritime Forest Ranger School to replace the existing building. The federal government recently announced that it will contribute $10.5 million toward the construction of the $21 million facility.

The next Council meeting will take place in Ottawa in November. This is the first time that Council will have met outside the region. All Members of Parliment representing the Maritimes have been invited to meet with the Premiers during this meeting to discuss emerging trends affecting the region.

****

For further information, contact Ms. Mariette Savoie at (902) 424-7601.

CMP
the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902)424-7590

CPMM
le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.é., B3J 2Z1
(902)424-7590

le 17 novembre 1983

RAPPORT SEMI-ANNUEL

Le Conseil s'est réuni trois fois depuis le début de la présente année financière : à Halifax en avril, à Cavendish en juillet et à Sussex en octobre.

En avril, les ministres de l'Éducation des provinces Maritimes ont annoncé la mise sur pied d'un programme d'études sur les Maritimes. Ce programme se fondera sur des lignes directrices et un manuel qui seront élaborés localement, ainsi que sur divers documents déjà prêts grâce aux efforts de collaboration des trois provinces. L'appel d'offres relatif à ce programme est en cours.

Le Service d'aménagement des ressources des Maritimes (SARM), créé en 1972, a été constitué en société. Le SARM continuera de s'adresser avant tout aux ministères des gouvernements provinciaux, mais il s'efforcera également de trouver une clientèle pour ses produits et ses services dans le secteur privé et à l'extérieur des Maritimes. Le SARM jouera un rôle important dans les activités liées à l'exploitation des ressources de gaz naturel de la région, aussi bien sur terre qu'au large des côtes.

Le Conseil a reçu le deuxième rapport annuel du Comité coordonnateur des entreprises d'électricité des provinces Maritimes. Les échanges d'énergie entre les entreprises des trois provinces ont permis de réaliser une économie de 10.9 millions de dollars, répercutée sur les clients. Une projection portant jusqu'à l'an 2000 indique qu'à long terme la consommation d'énergie électrique atteindra un taux de croissance annuel de 3.2 %.

Le 3 juin 1983, le gouvernement fédéral et les gouvernements de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick ainsi que de Terre-Neuve et du Labrador ont signé une entente en vue de la construction d'une école de médecine vétérinaire à Charlottetown.

Le ministère fédéral des Transports a annoncé en septembre que le programme de subvention des tarifs fret dans les Maritimes resterait inchangé. C'est une question qui avait beaucoup inquiété l'industrie et les gouvernements provinciaux au cours du printemps et de l'été.

Les gouvernements des provinces Maritimes et le gouvernement fédéral sembleraient prêts à s'entendre au sujet de la construction d'une nouvelle école de gardes forestiers, qui remplacerait l'école actuelle. Le gouvernement fédéral a récemment annoncé qu'il verserait la moitié des 21 millions de dollars que coûtera la construction de cette école.

La prochaine réunion du Conseil aura lieu à Ottawa en novembre. Ce sera la première réunion que tiendra le Conseil à l'extérieur de la région. A cette occasion, tous les députés fédéraux des provinces maritimes ont été invités à venir discuter avec les premiers ministres provinciaux des tendances qui concernent la région.

****

Pour plus de renseignements, s'adresser à Mad. Mariette Savoie au (902) 424-7601.

CMP
the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902)424-7590

CPMM
le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.é., B3J 2Z1
(902)424-7590

The 55th Session of the Council of Maritime Premiers was held on November 28-29, 1983 at Canada's Capital Congress Centre, Ottawa. Premier John Buchanan chaired the meeting with fellow Premiers Richard Hatfield and James Lee. This was the first occasion for Council to hold its regular quarterly meeting outside the Maritime Provinces.

Ottawa was chosen so that the Premiers could meet with the Members of Parliament from New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island. The Council and nine Members met for five hours.

Two communiqués were issued at the session, and are repeated below:

- Meeting with Members of Parliament from Maritime Provinces

- Post-secondary education financing - 1984-85

MEETING WITH MEMBERS OF PARLIAMENT FROM MARITIME PROVINCES

For the first time since its inception, the Council of Maritime Premiers moved its regular meeting from the Maritimes to Ottawa to meet with the Members of Parliament who represent their provinces in the House of Commons.

The purpose of the meeting was to present the common views and concerns of the Maritime governments on emerging trends for the next decade. The Premiers fear that the social and economic equality of individual Canadians living in the Maritimes is threatened.

The subject of the meeting was "The Maritimes - Looking to the 90's". The group spent several hours exploring various issues that confront both levels of government. Four major items were on the Agenda:

- economic development
- fiscal matters
- social services to citizens
- political structures

The discussion was valuable. The Premiers expressed disappointment that no Liberal Members of Parliament found time to attend the session, but are hopeful that they would attend any similar session held in the future.

La 55e session du Conseil des Premiers ministres des Maritimes s'est tenue les 28 et 29 novembre 1983 au Centre des congrès de la capitale du Canada, à Ottawa. La rencontre était présidée par le Premier ministre John Buchanan, de concert avec ses collègues Richard Hatfield et James Lee. C'est la première fois que le Conseil tenait une réunion semestrielle régulière à l'extérieur des provinces Maritimes.

Le choix d'Ottawa a permis aux Premiers ministres de rencontrer les membres du Parlement venant du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. La rencontre du Conseil avec neuf députés fédéraux a duré cinq heures.

Deux communiqués, repris ci-dessous, ont été publiés à l'issue de la rencontre:

- Rencontre avec les députés fédéraux venant des provinces Maritimes

- Le financement de l'enseignement post-secondaire pour 1984-1985

RÉUNION AVEC LES DÉPUTÉS FÉDÉRAUX DES PROVINCES MARITIMES

Pour la première fois depuis sa création, le Conseil des Premiers ministres des Maritimes a tenu l'une de ses réunions ordinaires à Ottawa plutôt que dans les Maritimes afin de rencontrer les députés qui représentent leurs provinces à la Chambre des Communes.

La réunion avait pour but d'exposer les préoccupations et les positions communes des gouvernements des Maritimes au sujet des grandes orientations qui se dessinent pour la prochaine décennie. Les Premiers ministres craignent que l'égalité sociale et économique des citoyens canadiens qui vivent dans les Maritimes ne soit menacée.

Le thème de la réunion était "Les Maritimes - Regards sur les années 90". Le groupe a consacré plusieurs heures à l'étude de divers problèmes auxquels font face les deux ordres de gouvernement. Quatre sujets principaux étaient à l'ordre du jour:

- le développement économique
- les questions d'ordre financier
- les services sociaux offerts aux citoyens
- les structures politiques

Les discussions ont été valables. Les Premiers ministres déplorent le fait que les députés fédéraux libéraux n'aient pas trouvé le temps d'assister à la séance de discussion mais espèrent qu'ils participeront à des réunions semblables à l'avenir.

.../2

POST-SECONDARY EDUCATION FINANCING - 1984-85

The Council of Maritime Premiers today received the Maritime Provinces Higher Education Commission's (MPHEC) 1984-85 financial assistance recommendations for Maritime post-secondary education institutions. The Council referred the MPHEC recommendations to the Regional Treasury Board and the Ministers responsible for post-secondary education for consideration. The Council will give further consideration to 1984-85 funding levels at its next meeting.

The MPHEC will release in January its Financial Plan which contains the funding recommendations for 1984-85 together with forecasts for 1985-86 and 1986-87.

LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRE EN 1984-1985

Le Conseil des Premiers ministres des Maritimes a reçu aujourd'hui, de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes (CESPM), les recommandations concernant l'aide financière à accorder aux établissements d'enseignement post-secondaire pour l'année 1984-1985. Le Conseil a soumis ces recommandations au Conseil du Trésor régional et aux ministres responsables de l'enseignement post-secondaire. Le Conseil se penchera de nouveau sur la question de financement pour 1984-1985 lors de sa prochaine réunion.

La CESPM publiera en janvier, son plan financier qui contient les recommandations concernant le financement pour 1984-1985 ainsi que les prévisions pour les années 1985-1986 et 1986-1987.

TABLE DES MATIÈRES

Lettre de présentation 3

Lettre du Secrétaire 4

Activités centralisées 6

Service du cadastre et de l'information foncière **(SCIF)** 10

Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes **(CFDMM)** 12

Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes **(CESPM)** 14

Service d'aménagement des ressources des Maritimes **(SARM)** 18

Principaux résultats des opérations du Conseil des Premiers ministres des Maritimes 21

Rapport des vérificateurs et états financiers 22

Le Conseil et ses organismes 38

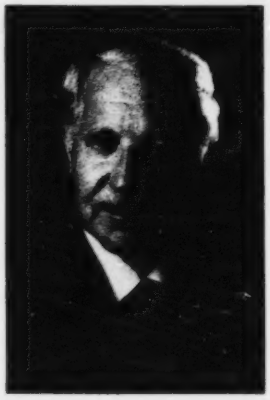
Conseils d'administration 39

CMP

the council of
maritime premiers
box 2044, halifax, n.s. B3J 2Z1
(902) 424-7590

CPMM

Le conseil des premiers
ministres des maritimes
c.p. 2044, halifax, n.-é., B3J 2Z1
(902) 424-7590



Nous avons l'honneur de présenter aux assemblées législatives et aux citoyens du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard le onzième rapport annuel du Conseil des Premiers ministres des Maritimes pour l'exercice financier allant du 1er avril 1982 au 31 mars 1983.

Pendant cette période, le Conseil s'est réuni trois fois: à Glace Bay en juin, à Summerside en octobre et à Newcastle en décembre. Ces rencontres nous ont permis d'étudier des dossiers régionaux importants et d'élaborer des nouveaux plans d'action afin de mieux relever les défis qui nous attendent dans la région.

Nous tenons à souligner la nomination, en mai dernier, de M. John Terry au poste de président de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes par suite de la démission, en avril, de Dr. Catherine Wallace.

En juin, le Col. Willis Roberts quittait la présidence de la LRIS International Corporation. Au cours des dix années qu'il a passées au sein du Conseil, il a été le premier directeur administratif du Service du cadastre et de l'information foncière et président de la LRIS International Corporation.

Nous désirons remercier toutes les personnes qui siègent aux commissions et comités du Conseil. Sans leur dévouement inlassable, le Conseil ne saurait relever les défis de l'avenir.

Le Premier ministre
du Nouveau-Brunswick

Richard B. Hatfield

Le Premier ministre
de la Nouvelle-Écosse

John M. Buchanan

Le Premier ministre
de l'Île-du-Prince-Edouard

James M. Lee

Lettre du secrétaire

L'exercice 1982-1983 aura été fertile en défis et en réussites pour le Conseil. Des décisions ont été prises à propos de nouvelles questions et des progrès sensibles ont été accomplis dans bon nombre de dossiers déjà en marche.

Le Conseil s'est penché à plusieurs reprises sur les démarches à entreprendre pour maximiser les avantages à long terme des méga-projets industriels. En mars 1982, le Conseil a discuté, avec le président de la société TQM, de la fourniture de services techniques et d'autres services professionnels nécessaires à la réalisation du gazoduc qui servira à acheminer le gaz naturel sur le territoire du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. En mai, les représentants de la TQM ont rencontré les représentants d'associations d'ingénieurs professionnels du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard ainsi que les membres du Conseil. À la suite de ces réunions, la société entend intensifier ses rapports avec les firmes d'ingénieurs établies dans les Maritimes et réalisera son projet dans la perspective de l'ensemble des Maritimes et non pas seulement dans l'optique de deux provinces. La coopération du secteur privé et du secteur public des trois provinces pour la réalisation de ce méga-projet donne des résultats très intéressants.

Les trois gouvernements des Maritimes acquièrent maintenant l'acier ouvré dont ils ont besoin pour la réalisation des travaux publics auprès du plus bas soumissionnaire de l'ensemble des Maritimes qui satisfait aux exigences exposées dans l'appel d'offres. Les gouvernements des Maritimes ont ainsi mis fin aux méthodes d'achat qu'ils pratiquaient depuis longtemps.

L'acier de charpente est le premier groupe de produits à l'égard duquel il y a eu un changement à la politique d'achat voulant que les gouvernements achètent l'acier dans la province d'abord, la région en deuxième lieu et le pays en troisième lieu. Cette nouvelle politique d'achat, annoncée en mars 1980, a reçu l'appui de l'industrie.

Le Conseil s'inquiète vivement des effets de la récession économique sur le pays et sur les provinces et s'interroge sur les moyens à prendre pour y faire face. Les décisions concernant les achats d'acier de charpente et le recours aux services techniques des Maritimes pour la construction du gazoduc s'inscrivent dans cette optique. Des projets d'études concernant la formation et la planification de la main-d'oeuvre et le camionnage commercial ont été approuvés. D'autres projets du genre sont explorés. Certains d'entre eux auront une suite dans la mesure où un climat plus propice à la consultation et à la coopération avec le gouvernement fédéral pourra être instauré. Bien que le Conseil ait demandé en février 1982 à rencontrer les ministres fédéraux des Maritimes afin de discuter de questions d'intérêt commun, il n'a pas été possible d'organiser une rencontre.

L'année qui vient de se terminer constituait la première année complète d'activité régionale dans le domaine de l'enseignement. À tous égards, l'année aura été très fructueuse. De nombreux projets sont en cours ou achevés, et de nouveaux projets ont été lancés. Tous ces projets visent à améliorer l'information et les outils de travail des enseignants et des étudiants et à réaliser des économies. La Fondation d'éducation des provinces maritimes a été créée; elle servira de cadre pour la coordination de toutes les activités et aura pour mandat de recueillir et de gérer les fonds destinés à l'enseignement en général. Cette importante activité commune est expliquée plus en détail à la page 7 et dans le premier rapport annuel de la Fondation.

Jusqu'à cette année, le programme SCIF était financé selon une formule per capita adoptée par le Conseil. Cette formule n'a pas tardé à se révéler trop rigide, compte tenu des besoins et des priorités des provinces; par ailleurs, elle ne reflétait pas fidèlement les coûts et les avantages du programme pour chaque province. Le nouvel accord de financement est établi d'après les divers éléments du programme. Par exemple, le partage des coûts du sous-programme de levés de contrôle (bornes géodésiques, etc.) est maintenant déterminé par le nombre de points de contrôle d'arpentage dans chaque province. Cette année, des progrès notables ont été réalisés dans les phases de cartographie du programme. Voir page 10.

Le CFDMM a fait des progrès dignes de mention dans la réalisation d'une nouvelle série de publications, celle des Guides des administrations locales à l'intention des représentants municipaux élus. Voir page 12.

L'écart s'élargit entre ce que les institutions postsecondaires estiment qu'elles devraient obtenir, sous forme de subventions gouvernementales, et ce que les gouvernements sont en mesure de fournir. La CESPM a connu une année très remplie; elle a aidé les gouvernements et les établissements à prendre des décisions relatives à leur budget. Elle a aussi organisé des rencontres avec des représentants de l'industrie, du gouvernement et des établissements de recherche afin de recenser les ressources dont les universités des Maritimes disposent à des fins de recherche et afin d'étudier les mécanismes qui permettraient d'établir des liens plus étroits avec l'industrie, en matière de recherche. Voir page 14.

Le SARM célèbre cette année son dixième anniversaire en qualité d'organisme du Conseil. Le SARM a connu une année difficile, car l'augmentation de ses revenus en provenance de ses clients du secteur privé et du gouvernement fédéral n'a pas suffi à compenser la baisse des revenus provenant de ses clients des gouvernements provinciaux. Après avoir révisé en profondeur le rôle et les perspectives d'avenir du SARM, le Conseil a réitéré l'importance de cet organisme pour la région. Le SARM sera donc constitué en corporation afin de lui donner le statut de société à part entière et pour lui simplifier la tâche en matière de commercialisation, de financement et de gestion. Le Conseil sera le propriétaire unique de la société. Voir page 18.

Les comités permanents des communications, de l'environnement, des services d'électricité, d'archéologie, des transports et de l'expansion économique ont eu une année fort occupée. Le résumé de leurs activités est exposé dans les pages qui suivent, à l'exception de celui qui concerne le Comité de coordination des services d'électricité des Maritimes, qui figure dans le rapport semestriel annexé au présent rapport annuel.

Les employés du Conseil participent au régime de compression des dépenses. Ils ont relevé de façon positive le défi de la productivité qu'a entraîné la diminution sensible des revenus et ont continué à offrir des produits et des services de haute qualité aux gouvernements et au public.

Le Conseil pourrait se définir à l'aide des trois éléments suivants: symbole de la volonté des gouvernements du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard de travailler ensemble; tribune officielle que les Premiers ministres, leurs ministres et les hauts fonctionnaires peuvent mettre à profit pour promouvoir des objectifs communs et, enfin, petite organisation composée de quelque 285 employés. Lors de la 50e réunion, les médias ont demandé au Premier ministre Hatfield, la seule personne à avoir assisté à toutes les rencontres, d'évaluer les réalisations du Conseil en tant que porte-parole de l'ensemble de la région. Sa réponse vaut d'être répétée:

> "Nous progressons lentement, mais je crois qu'à lui seul, le fait que nous existions depuis aussi longtemps, que nous nous soyons réunis tous les trois mois . . . comme nous l'avons fait pendant autant d'années, est une réalisation tout à fait exemplaire. Je crois que nulle part ailleurs en Amérique du Nord pareille chose n'existe . . . À mon avis, c'est une très bonne chose."
>
> "Bien entendu, tous les jours ne sont pas des jours glorieux . . . Mais l'important est que nous nous réunissons, que nous continuons à nous consulter et à progresser, comme les décisions prises à la présente réunion nous permettent de le faire. Et, de temps en temps, il nous arrive de connaître un jour de gloire."

Le Secrétaire
Emery M. Fanjoy

Activités centralisées

Le Conseil poursuit ses activités par l'intermédiaire de ses organismes, de comités interprovinciaux et du Secrétariat. Les comités donnent des conseils, soumettent au Conseil des propositions à étudier et sont souvent chargés d'appliquer les décisions prises. Le Secrétariat seconde le Conseil et les comités en ce qui a trait à ces questions et à bien d'autres éléments servant les objectifs du Conseil. Il s'acquitte également d'un bon nombre d'autres tâches à titre de siège social de certains organismes du Conseil et de leurs employés.

Le Secrétariat assume également des fonctions de secrétariat pour le compte des Premiers ministres des cinq provinces de l'Est du Canada dans leurs rapports avec les gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre. Les premiers ministres et les gouverneurs ont tenu jusqu'ici dix réunions annuelles. Ils ont entrepris un certain nombre d'activités conjointes par l'intermédiaire de comités des secteurs public et privé.

Les pages qui suivent donnent les points saillants de l'année 1982-1983.

Communications

Voici le bilan des activités du Comité des ministres responsables des communications pour l'année écoulée:

- Les ministres des Communications du Canada et des provinces se sont rencontrés en mai pour discuter de questions d'intérêt national en matière de communications, dont l'implantation de la télévision à péage et la proposition d'établir un mécanisme conjoint de réglementation afin d'éviter les problèmes de juridiction dans l'application des règlements.
- On a demandé à des hauts fonctionnaires de participer aux travaux d'un Groupe de travail fédéral-provincial chargé de faire des recommandations concernant la mise en place d'un mécanisme conjoint de réglementation.
- Les membres du Comité ont poursuivi les discussions avec les représentants de l'administration fédérale et des autres provinces au sujet de problèmes régionaux comme la télévision à péage, l'extension des services de diffusion, le service téléphonique cellulaire et le réseau téléphonique transcanadien.
- Les représentants des provinces de l'Atlantique et de l'administration fédérale ont poursuivi leurs consultations lors des réunions du Comité consultatif des provinces de l'Atlantique sur les communications. Parmi les sujets abordés, citons les services de radiodiffusion par satellite, la télévision éducative et l'attribution des permis de communication par hyperfréquences.

Développement économique

Le Comité consultatif privé du développement économique régional (CCPDER) est formé de trois hommes d'affaires de chacune des provinces maritimes. Sa tâche consiste à donner le point de vue du monde des affaires sur la façon dont les gouvernements doivent aborder les problèmes et les possibilités économiques de la région. En 1982-1983, le Comité a tenu quatre réunions, dont l'une avec le Conseil. Il s'est penché sur bon nombre de questions au cours de l'année. Les discussions avec le Conseil à propos du rapport intitulé "L'innovation technologique: un impératif pour le secteur industriel" se sont révélées très utiles.

À la demande de l'industrie de l'acier de charpente, le Conseil a décidé de modifier sa politique d'achat basée sur les priorités suivantes: la province d'abord, la région des Maritimes ensuite, et enfin le Canada, en ce qui concerne l'achat de l'acier destiné à édifier des immeubles et des ponts. À l'avenir, les contrats seront adjugés dans la région d'abord et au Canada ensuite. Ce changement aura pour effet de faire des provinces maritimes un seul marché pour l'industrie de l'acier et contribuera à lui donner une assise locale, élargie et plus stable.

Au cours de l'année, les Premiers ministres ont indiqué leur intention de travailler en étroite collaboration aux mega-projets afin de promouvoir le plus possible les transferts de technologie et le développement dans les trois provinces. À la suite de la réunion du Conseil avec le président de la société Trans-Québec Maritimes en mars 1982, la société TQM a organisé une rencontre avec les représentants des associations d'ingénieurs des Maritimes, en mai 1982. L'objectif était d'étudier de quelle façon les ingénieurs professionnels des Maritimes pourraient participer plus activement à la gestion et à la conception technique du projet.

Le Comité (du Conseil) de fabrication d'objets de quincaillerie marine avait sont propre kiosque à l'exposition Fish Canada 82, à Halifax. Le comité a axé sa participation sur les "produits de fabrication marine". Les manufacturiers de la région ont été invités à examiner les centaines de produits qui sont importés dans la région, ceci dans le but de promouvoir le remplacement des importations par le lancement d'entreprises en coparticipation et la conclusion d'ententes de fabrication sous licence.

Éducation

En novembre 1981, l'honorable Terence R. B. Donahoe, ministre de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse, présentait un rapport au Conseil au nom des ministères de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. M. Donahoe y proposait vingt projets régionaux ayant pour but la création d'aides pédagogiques dont le contenu serait plus particulièrement approprié aux Maritimes. Le Conseil a accepté cette proposition et il a été entendu que ces projets seraient financés conjointement au cours des quatre années suivantes, ce qui représente un engagement de 1,5 million $.

Au cours de l'année écoulée, ces projets ont considérablement avancé grâce à l'action des sous-ministres de l'Éducation des différentes provinces. Parmi les différentes entreprises conjointes des provinces, l'une des plus intéressantes a été le Symposium sur l'enseignement et l'énergie des Maritimes, qui a eu lieu à Moncton en novembre. Ce symposium, financé par les ministères provinciaux responsables de l'énergie et de l'éducation ainsi que par les services publics d'électricité des Maritimes, réunissait plus de 125 éducateurs qui ont eu l'occasion d'y discuter du problème de l'énergie dans les Maritimes et d'y enrichir leurs connaissances du sujet.

De plus, on a pu réduire de moitié le délai d'application du programme automatisé d'information scolaire et professionnelle (CHOIX). Ainsi, après un an seulement, bénéficie-t-on du programme CHOIX dans toutes les écoles du Nouveau-Brunswick, y compris dans dix collèges communautaires, dans toutes les écoles de l'Île-du-Prince-Édouard sauf quatre et dans toutes les écoles de la Nouvelle-Écosse qui n'ont pas accès à l'unité centrale de traitement. Ce programme vise à aider les élèves du niveau secondaire à mieux connaître leurs intérêts, leurs aptitudes et les possibilités de carrière.

En novembre, les ministres de l'Éducation des Maritimes annonçaient la création de la Fondation d'éducation des provinces maritimes, avec pour but de tirer profit des réalisations conjointes de leurs ministères et de l'appui enthousiaste reçu du monde de l'éducation jusqu'à ce jour. La Fondation permettra aussi au secteur privé de contribuer financièrement à ces diverses initiatives dans le monde de l'éducation.

Activités centralisées (Suite)

La Fondation facilitera l'élaboration de projets supplémentaires afin de permettre aux étudiants des Maritimes de mieux connaître l'histoire, la culture et l'économie de la région et donc de mieux la comprendre et l'apprécier. Grâce à la Fondation, on pourra faire avancer de nombreux projets bien au-delà de ce qui aurait été possible avec les subventions du Conseil. En fait, la Fondation permettra au secteur privé et au monde de l'éducation d'utiliser au maximum les ressources disponibles. (La Fondation publie un rapport annuel distinct qu'on peut se procurer en s'adressant au Secrétariat du Conseil.)

Affaires internes

L'année a été marquée de divers événements importants.

On a terminé l'examen interne entrepris à la fin de l'autre exercice financier et portant sur les relations entre le Secrétariat et les organismes du Conseil. Cet examen a permis de clarifier les rapports organisationnels de même que les responsabilités redditionnelles. On a entre autres précisé le rôle des conseils d'administration des organismes du Conseil. Enfin, bon nombre des notions qui sont ressorties de l'étude ont été appliquées à la restructuration du Service d'aménagement des ressources des Maritimes.

La politique de restrictions actuellement en vigueur au sein des fonctions publiques fédérale et provinciales a eu une incidence certaine sur le programme des relations de travail du Conseil.

Le programme de restrictions du Conseil a entraîné l'élimination de vingt années-personnes en tout au Secrétariat, au Service du cadastre et de l'information foncière et au Service d'aménagement des ressources des Maritimes. Les conclusions de l'étude sur la classification achevée au cours de l'exercice financier 1981-1982 ont été mises en application le 1er avril 1983. On a pu conclure une nouvelle entente de deux ans prenant fin le 31 mars 1984 grâce à l'intervention d'un conciliateur nommé par le Comité des relations de travail du Conseil. Suite à la signature de cette convention collective le 28 octobre 1982, l'Alliance de la Fonction publique du Canada s'est plainte au Comité des relations de travail du Conseil de ce que l'employeur n'avait pas mené les négociations de bonne foi. L'Alliance a retiré sa plainte au printemps 1983.

En collaboration avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, le Service d'aménagement des ressources des Maritimes a instauré un programme d'emplois partagés et de mises à pied temporaires.

Le Conseil mixte s'est réuni une fois pour discuter et appliquer bon nombre des recommandations de l'étude sur les avantages sociaux réalisés l'année précédente.

Environnement

Le Comité des ministres de l'Environnement, qui comprend le ministre de l'Environnement de Terre-Neuve et du Labrador, a continué d'oeuvrer dans certains domaines d'intérêt commun.

- En collaboration avec Environnement Canada, le Comité a abattu beaucoup de besogne en ce qui a trait au problème de l'élimination des déchets dangereux.
- Au cours de l'année, on s'est intéressé de près au contrôle de l'utilisation des herbicides et des pesticides.
- La région a continué de participer à des comités et groupes de travail organisés conjointement par le Canada et les États-Unis sur le problème du transport à grande distance des polluants atmosphériques.
- En collaboration avec Environnement Canada, on prévoit organiser l'an prochain un symposium sur le recyclage et sur la récupération des ressources.
- De plus, les ministres et leurs proches collaborateurs ont continué de travailler ensemble à la réalisation de programmes mixtes d'éducation, d'exploitation du pétrole en mer et autres.

Transport

Le Comité des transports des provinces maritimes s'est principalement intéressé aux études fédérales-provinciales visant à élaborer un mode de planification stratégique multi-modal dans le domaine des transports. Ces études portaient sur les services de fret, le transport par autobus et les besoins en matière d'aéroports, de routes et de traversiers.

Le Comité a examiné certaines propositions fédérales concernant la nouvelle législation sur les ports afin d'en tirer tous les avantages possibles pour la région. Il s'est aussi occupé de certaines questions de subventions de transport et le Conseil des Ministres a finalement fait des représentations auprès du ministre fédéral des Transports à ce propos.

Le Comité a continué de collaborer avec les gouvernements des autres provinces en vue de la normalisation des règlements concernant le camionnage, notamment en ce qui a trait au poids et à la taille des véhicules.

Conférence des Gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres de l'Est du Canada

Les gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et les Premiers ministres de l'Est du Canada se sont rencontrés pour la dixième année consécutive en juin, à Rockport, dans le Maine.

Les gouverneurs et les Premiers ministres ont approuvé l'idée d'un forum international sur la gestion de l'énergie dans les municipalités, forum qui a eu lieu à Newport, au Rhode Island, en novembre. La Conférence a aussi approuvé la création d'un Comité sur l'agriculture à temps partiel et les petites exploitations agricoles qui serait chargé d'explorer de nouvelles avenues de coopération.

Les services des archives de chacun des États de la Nouvelle-Angleterre et des provinces de l'Est du Canada ont reçu des exemplaires du répertoire de généalogie et d'histoire locale compilé sous l'égide des gouverneurs et des Premiers ministres.

Au cours de cette dixième conférence, on a également abordé les problèmes du transport à grande distance des polluants atmosphériques, les échanges culturels, ainsi que diverses questions relatives à l'énergie comme l'hydroélectricité, l'énergie marémotrice et le pétrole et le gaz sous-marins.

Le Secrétariat du CPMM met à la disposition de la Conférence et de ses divers comités ses ressources professionnelles et administratives. Les cinq provinces de l'Est du Canada se partagent le coût de ces services.

Autres activités

Juste avant la fin de l'année, les gouvernements participaient encore à des consultations soutenues au sujet du projet de fondation du Collège de médecine vétérinaire de l'Atlantique et d'ouverture du Centre de santé animale et marine. Les discussions se poursuivent.

Le Comité des Maritimes de la coopération archéologique a mis un terme cet été à son programme de recensement des ressources du patrimoine par des fouilles au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard. De Back Bay à Saint-Jean, le long du littoral de la baie de Fundy, neuf sites seulement ont été répertoriés. À l'Île-du-Prince-Édouard, plus de vingt-cinq sites ont été mis au jour sur la côte nord. Dans tous ces sites, on observe un phénomène d'érosion. Lorsque l'évaluation sera complétée, le comité étudiera les possibilités d'avenir de ces sites en voie de disparition qui appartiennent au patrimoine des Maritimes.

L'exposition primée d'artisanat pour la région de l'Atlantique, projet approuvé par les Premiers ministres en juin 1981, a été inaugurée à Charlottetown en septembre 1982 au cours de la première conférence nationale sur l'artisanat. L'exposition a été très bien accueillie du grand public et reconnue pour l'imagination dont les artisans ont fait preuve et pour la qualité des oeuvres exposées. Terre-Neuve et le Labrador participaient à cette exposition intitulée "Atlantic Visions de l'Atlantique". Quelque 141 exposants représentant l'excellence et l'identité régionales et provinciales dans les divers domaines de l'artisanat y ont participé. L'exposition est actuellement en tournée dans la région de l'Atlantique et se transportera aux États Unis en 1984.

Service du cadastre et de l'information foncière

Nature du programme

Aux termes de l'entente intervenue en mars 1980 entre le Conseil des Premiers ministres des Maritimes et les gouvernements de ces provinces, le programme SCIF prévoit:

- la mise sur pied et le maintien d'un système coordonné de levés de contrôle;
- la production et la révision de cartes à grande échelle;
- la production de plans cadastraux;
- l'établissement et la tenue d'un répertoire de parcelles;
- l'aide en vue de la mise sur pied d'un système de cadastre amélioré;
- la fourniture d'autres services, conformément aux ententes que pourraient conclure les provinces et le Conseil des Premiers ministres des Maritimes.

À l'heure actuelle, l'organisme prévoit changer l'orientation de son programme et se consacrer, après la mise sur pied du système de levés de contrôle, à son maintien, à la révision de cartes à grande et à moyenne échelles et enfin à la tenue à jour des plans cadastraux et des données fichées.

Au cours des années antérieures, le programme était financé au prorata de la population de chaque province. Une nouvelle entente conclue en 1982-1983 prévoit que le financement sera surtout basé sur la quantité de services que chaque province obtient de l'organisme.

En 1982-1983, le plan quinquennal a été révisé afin de rendre compte de l'état d'avancement du programme et des niveaux de financement. Ce plan, révisé chaque année, sert à l'établissement des priorités du programme. (On peut se procurer la plus récente version du plan quinquennal en s'adressant à la Direction générale, 985, College Hill Road, c.p. 6000, Fredericton, N.-B. E3B 5H1).

Éléments du programme

Mise en place et maintien du système coordonné de levés de contrôle

Le système de levés de contrôle est appliqué à l'heure actuelle dans toutes les Maritimes. En 1982-1983, on a procédé à l'inspection d'une partie des bornes géodésiques installées dans chaque province. Des bornes ont été remplacées ou ajoutées, selon les besoins.

Production et révision de cartes à grande échelle

Au cours de l'année, 211 nouvelles cartes de ressources ont été établies; elles portent sur les comtés de Northumberland, Restigouche, York, Victoria et Madawaska au Nouveau-Brunswick, et sur ceux de Annapolis et Digby, en Nouvelle-Écosse. Les travaux de cartographie de ressources sont maintenant complétés à 90 % au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, et entièrement terminés en ce qui concerne l'Île-du-Prince-Édouard.

En tout, 216 plans urbains ont été produits, 82 pour le Nouveau-Brunswick et 134 pour la Nouvelle-Écosse. La cartographie urbaine est maintenant terminée dans l'ensemble des Maritimes. Le programme de révision commencera en 1984.

Les négociations en vue de l'achat d'équipement pour la production automatisée de cartes se sont terminées en 1982-1983. Cet équipement servira à moderniser les opérations de la Division des levés et de la cartographie de Summerside, Île-du-Prince-Édouard, et sera relié aux machines de traçage actuelles, ce qui permettra de produire des cartes à données numériques et aussi des cartes selon le procédé traditionnel, c'est-à-dire sur support en papier.

Production de plans cadastraux

Les plans cadastraux, qui indiquent chaque parcelle de terrain et à partir desquels on établit des fiches de données, sont complétés à 79 % au Nouveau-Brunswick, à 58 % en Nouvelle-Écosse et terminés complètement dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard. On estime que dans les trois provinces maritimes, il y a environ 854 000 parcelles de terrain; des plans cadastraux ont été établis pour 599 000 d'entre elles, et sur ce nombre, 63 000 ont été établis au cours de l'année écoulée. Un répertoire des plans cadastraux a été constitué en 1982-1983. (On peut s'en procurer des exemplaires auprès de la Direction générale, Section de la planification et des projets, c.p. 6000, 985, College Hill Road, Fredericton, N.-B., E3B 5H1).

Tenue du répertoire des parcelles

Depuis la fin de 1982-1983, la tenue à jour des plans cadastraux et des fiches de données se fait à l'aide de documents enregistrés dans les comtés de Saint-Jean, Kings, Charlotte, Westmorland, Albert, Kent, Gloucester ainsi que dans la ville de Fredericton, au Nouveau-Brunswick; il en est de même dans les comtés de Halifax, Hants, Pictou, Antigonish, Guysborough, Colchester et Cumberland, en Nouvelle-Écosse et enfin, dans tous les comtés de l'Île-du-Prince-Édouard.

Aide à l'application de systèmes de cadastre améliorés

Des progrès ont été accomplis dans la mise au point de systèmes visant à faciliter l'enregistrement des titres de biens-fonds et à améliorer les systèmes d'enregistrement actuellement utilisés dans les Maritimes. Le lancement d'un projet pilote en la matière est prévu pour la fin de 1983 au Nouveau-Brunswick.

Autres services dispensés

Au cours de l'année 1982-1983, les travaux de cartographie des zones inondables ont été parachevés dans les régions de Sussex, de Zealand Station à Keswick, au Nouveau-Brunswick, et dans la région de New Glasgow, en Nouvelle-Écosse. Ces projets ont été confiés à des entrepreneurs privés et les services d'administration de contrats ont été assurés par le SCIF au nom de la province du Nouveau-Brunswick. Les cartes sont établies à l'échelle de 1:10 000 lorsqu'elles sont destinées au public, et à 1:1 000 ou 1: 2 000, lorsqu'elles servent à la planification.

Le CPMM a entrepris, de concert avec le ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick, un projet visant à établir — à partir des données du SCIF — un répertoire intégré des cédants et cessionnaires pour le comté de Saint-Jean; il a fait de même avec la Direction de l'évaluation du Nouveau-Brunswick dans le but de produire une liste spécialisée visant à rationaliser le cheminement des documents parmi les divers bureaux de la Direction. Les deux projets seront étendus à d'autres régions de la province.

En Nouvelle-Écosse, il y a également production de listes spécialisées et échange de renseignements avec la Direction de l'évaluation. Ces projets de coopération prendront de l'ampleur au cours de la présente année.

La Division des titres de biens-fonds a pris part à divers travaux dans le domaine de la rédaction des titres.

Aux termes d'une entente contractuelle spéciale, un programme d'entretien des bornes géodésiques a été entrepris à l'Île-du-Prince-Édouard en 1982-1983. Ce programme ne fait pas partie du programme régulier du SCIF.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration se compose d'au moins douze membres désignés par le Conseil pour représenter chacune des trois provinces maritimes.

Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes (CFDMM)

Nature du programme

Le Comité a pour mandat d'aider les municipalités, les provinces et tous les organismes et organisations des Maritimes que l'administration municipale intéresse; il vise à améliorer la compétence des administrations municipales et, par le fait même, à en accroître l'efficacité et l'efficience.

Bien que le mandat du CFDMM se limite aux provinces maritimes, ses réalisations lui ont valu un rayonnement dans tout le pays et ont été utiles à bien des municipalités d'autres régions du pays et ont même eu leur écho au-delà de nos frontières. Le CFDMM a contribué à améliorer sensiblement l'efficacité administrative des municipalités et s'est fait le promoteur d'un climat d'ouverture d'esprit et de coopération parmi sa clientèle de la région.

Éléments du programme

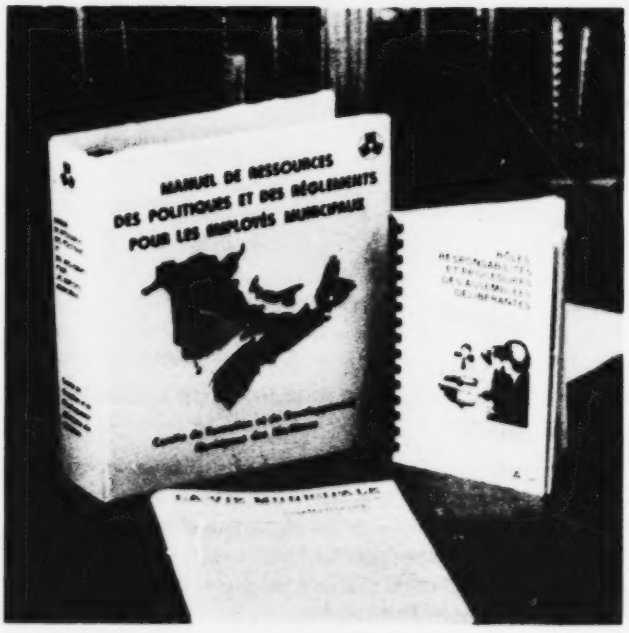
Certificat en administration municipale —Île-du-Prince-Édouard

Des accords de coopération entre la Fédération des municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard, le ministère des Affaires communautaires et culturelles, l'École d'éducation permanente du Holland College, l'Institut des affaires publiques de l'Université Dalhousie et le CFDMM ont abouti à la mise sur pied d'un cours d'un an menant à l'obtention d'un certificat en administration municipale qui est maintenant offert aux fonctionnaires municipaux de l'Île-du-Prince-Édouard. Vingt étudiants, tous employés à temps plein par des municipalités de l'Î.-P.-É. sont actuellement inscrits au programme dont la réalisation constitue un bel exemple de coopération entre provinces et maisons d'enseignement. La volonté de ces groupes de travailler main dans la main, de réunir le peu de ressources à leur disposition et d'éviter tout double emploi reflète bien la politique qu'a toujours préconisée le CFDMM dans l'accomplissement de son mandat.

Manuels sur l'administration municipale à l'intention des représentants municipaux élus

Nouveau-Brunswick: En juin, le CFDMM publiait le premier d'une série de manuels d'information qu'elle entend produire à l'intention des représentants municipaux élus du Nouveau-Brunswick. Cette publication intitulée "Rôles, responsabilités et procédures des assemblées délibérantes des administrations locales au Nouveau-Brunswick" est le fruit de la collaboration entre le CFDMM, le Conseil provincial-municipal du Nouveau-Brunswick et le ministère des Affaires municipales du Nouveau-Brunswick. Le Manuel a été largement diffusé et a reçu un accueil favorable parmi les gens qui s'intéressent à l'administration municipale dans la province. Il donne une vue d'ensemble du rôle et des responsabilités des maires et des conseillers, contient des suggestions pour l'organisation et la tenue des séances (du conseil) et se veut un guide pour la présentation, selon leur priorité, des résolutions pendant les séances du conseil municipal et pendant les réunions des comités. Ce manuel longtemps attendu a été approuvé par le ministère des Affaires municipales et par le Conseil provincial-municipal. Il a même été recommandé, à titre d'ouvrage de référence, aux nouveaux membres élus au conseil des villes, cités ou villages du Nouveau-Brunswick.

Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard: En Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard, des comités mixtes travaillent actuellement à l'élaboration de publications similaires à l'intention des représentants municipaux élus de ces deux provinces. Pour les représentants élus des municipalités de l'Île-du-Prince-Édouard, un manuel unique, mais complet, sera rédigé et, pour ceux de la Nouvelle-Écosse, on procédera à la révision du guide *Local Government in Nova Scotia* publié en 1976 par l'Institut des Affaires publiques. Les deux publications doivent être terminées et distribuées en 1984.



La Vie municipale: Un bulletin-journal trimestriel destiné aux administrations locales

Ce trimestriel, distribué dans toutes les municipalités des Maritimes, se veut un véhicule d'information et d'échanges d'idées à la disposition des représentants municipaux, tant élus que désignés. Il offre aux représentants municipaux une tribune qui leur faisait grandement défaut jusqu'alors. Aussi, le CFDMM a-t-il décidé de lancer La Vie municipale, publication dont le premier numéro, qui remonte à juillet 1982, a été accueilli avec enthousiasme sur la scène municipale, partout dans les Maritimes.

Guide de gestion de l'encaisse à l'intention des municipalités

De concert avec le ministère des Affaires municipales de la Nouvelle-Écosse et avec la ville de Dartmouth, le CFDMM a contribué, par l'intermédiaire du Programme d'échanges entre les municipalités, à la cueillette et à la mise en forme de la matière qui servira de fondement au Guide de gestion de l'encaisse à l'intention des municipalités. Comme ce fut le cas pour d'autres réalisations du CFDMM, cette publication du Comité devrait susciter l'intérêt des fonctionnaires municipaux de l'ensemble du pays.

Gestion du personnel

Au cours de l'année 1982-1983, des municipalités de partout au Canada et aux États-Unis se sont adressées au CFDMM pour obtenir des exemplaires du Manuel des politiques et des procédés concernant le personnel municipal. Le Manuel — couronnement des efforts de nombreux représentants municipaux — a reçu l'aval de diverses associations municipales. Dans toutes les régions du Canada, des municipalités se servent de ce manuel pour améliorer leurs méthodes de gestion du personnel. Dans la même veine, le CFDMM a parrainé la production d'un diaporama traitant des aspects importants de la gestion du personnel dans une administration municipale. En outre, en 1983-1984, le Comité poursuivra activement ses efforts dans le but d'offrir sur place des services d'aide spécialisée à un certain nombre de municipalités des Maritimes.

Conseil d'administration

Le CFDMM est formé de représentants municipaux élus et nommés du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, ainsi que de représentants du ministère des Affaires municipales de chacune des trois provinces, du Conseil des Premiers ministres des Maritimes et d'établissements d'enseignement des Maritimes.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le CFDMM, prière de s'adresser au:

Comité de formation et de développement
municipaux des Maritimes
6209, University Avenue
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3H 3J5

Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes

Nature du programme

Selon la loi, la CESPM a pour but:

"d'aider les provinces et les établissements à utiliser et à répartir leurs ressources plus avantageusement et plus efficacement, dans le domaine de l'enseignement supérieur, dans la région".

Document de planification

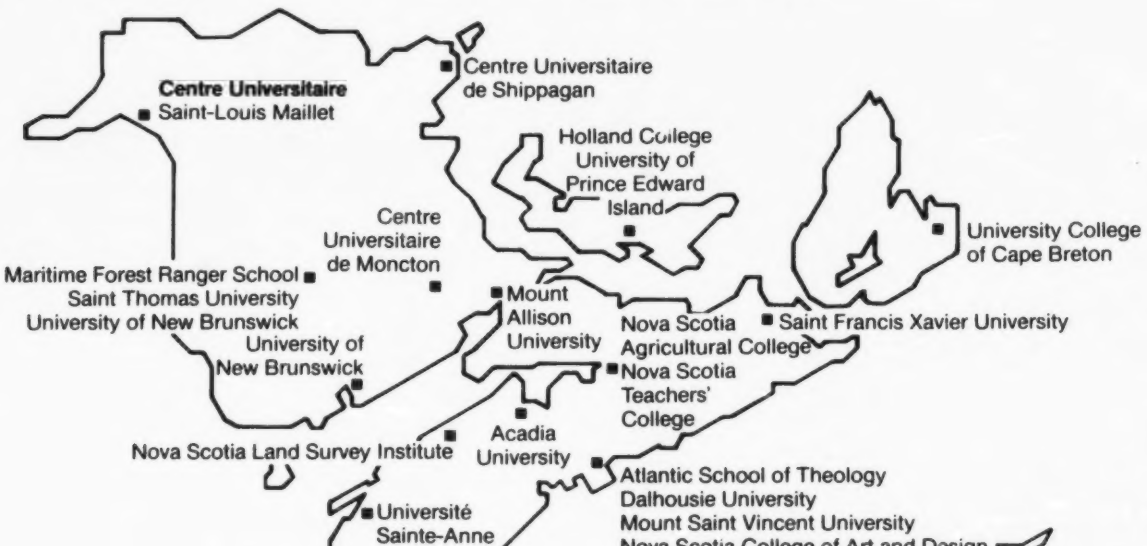
Cette année, le document de planification annuel comprenait des sections sur les perspectives au chapitre des inscriptions, sur la planification financière, sur la recherche et sur l'enseignement à distance. Publié en juin 1982, le document s'intitule: *Une période de transition — Planification triennale développante au niveau de la région pour l'enseignement supérieur dans les provinces maritimes 1982-83 à 1984-85.*

Activités cycliques

Réunions

Au cours de l'année 1982-1983, la Commission a adopté une nouvelle formule pour ses réunions; elle a fait coïncider ses réunions ordinaires avec des visites d'établissements et en a tenu d'autres sur le campus de diverses universités. De cette façon, la Commission a pu visiter plusieurs établissements, à la faveur des huit réunions tenues en 1982-1983.

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE DES MARITIMES FIGURANT AU RÉPERTOIRE DE LA COMMISSION



Inscriptions

La fréquentation à temps plein des établissements figurant au répertoire de la Commission a augmenté et est passée à **37 774** en 1982-1983, comparativement à **34 783** en 1981-1982. Le nombre total d'étudiants inscrits à temps plein était de **43 377,5** pour 1982-1983 et de **40 715** pour 1981-1982.

Financement

En décembre 1982, la Commission a présenté au Conseil ses **Prévisions financières pour 1983-1984**; elle recommandait alors une augmentation de 12,1 % au chapitre de l'aide à l'exploitation. La Commission attendait une réponse à ses recommandations, peu avant la fin de l'exercice.

Programmes

La Commission a étudié en tout 38 programmes en 1982-1983. Sur ce nombre, elle a recommandé au Conseil la mise en oeuvre de 17 programmes universitaires, de trois programmes en arts appliqués et en technologie; deux programmes n'ont pas été recommandés et les autres étaient encore à l'étude en fin d'année. Parmi les programmes recommandés, dix étaient entièrement nouveaux et dix autres étaient des versions modifiées de programmes déjà en vigueur.

Recherche

À la fin de l'année, on avait presque terminé le recensement des ressources des établissements d'enseignement postsecondaire en matière de recherche. En outre, des rencontres avec des représentants de l'industrie, du gouvernement et des institutions avaient eu lieu afin de déterminer la nature, la présentation et les modalités de diffusion de l'information pertinente. Enfin, la Commission a formé un sous-comité spécial chargé de définir le rôle de la Commission dans le cadre des travaux de recherche en cours ou projetés.

Accords interprovinciaux

Encore cette année (1982-1983), en vertu d'accords Nouveau-Brunswick/Québec, Nouveau-Brunswick/Terre-Neuve et Nouveau-Brunswick/Île-du-Prince-Édouard, des étudiants ont pu s'inscrire à des programmes à accès limité à l'extérieur des Maritimes. De plus, on a continué à appliquer cette année un accord intra-Maritimes qui comprend une formule régionale de financement dont l'approbation par le Conseil remonte à 1977. Cet accord stipule que chacune province maritime doit accorder des subventions aux deux autres provinces à l'intention de ses étudiants inscrits à des programmes offerts dans les autres provinces qui ne sont pas dispensés dans la province d'origine de l'étudiant.

Activités entreprises avant 1982-1983

Enseignement à distance

En septembre 1982, la Commission a adopté un plan d'action à l'intention du Comité consultatif de la CESPM en matière d'enseignement à distance. Ce plan prévoit des consultations avec les établissements d'enseignement, l'identification de programmes possibles et la formulation de recommandations concernant les modalités de soutien administratif.

Réseaux d'ordinateurs des établissements d'enseignement

À la fin de 1981-1982, la Commission confiait au professeur Landweber, de l'université du Wisconsin, le mandat d'effectuer une étude de rentabilité de deux réseaux d'ordinateurs, le réseau mixte Nouveau-Brunswick/Île-du-Prince-Édouard et celui de la Nouvelle-Écosse. La Commission a reçu le rapport de M. Landweber à sa réunion de janvier 1983 et l'a distribué dans les établissements intéressés afin d'obtenir leurs commentaires. La Commission a étudié les recommandations contenues dans ce rapport, de même que les réactions des établissements et a décidé de continuer à faire partie du réseau N.-B./Î.-P.-É. pour toute la durée de l'accord actuel qui expire le 31 mars 1986. La CESPM prévoit aussi demeurer membre du réseau de la Nouvelle-Écosse; toutefois, à la fin de l'année, elle attendait encore les réactions du Conseil de la Nouvelle-Écosse aux conclusions et recommandations du rapport.

Enseignement des sciences de la santé

Au cours de l'année, les ministres de la Santé et de l'Éducation des trois provinces ont reconnu qu'il fallait former un Groupe consultatif régional sur l'enseignement des sciences de la santé. Le Groupe aura donc comme premier mandat celui de proposer des formules de financement appropriées pour l'École de médecine de l'université Dalhousie.

Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes (Suite)

Durée des programmes du premier cycle

L'Association des universités de l'Atlantique (AUA) a reçu un rapport d'étude sur la durée des programmes du premier cycle. L'AUA a confié l'étude de la question à son comité des vice-présidents à l'enseignement, et à la fin de l'année, la Commission attendait les réactions de l'AUA à ce sujet.

Institut d'éducation de l'Atlantique

En 1981-1982, à la demande du ministre de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse qui désirait procéder à la rationalisation de la formation des enseignants en Nouvelle-Écosse et à la suite d'études sur le sujet, la CESPM avait recommandé que les services de l'Institut d'éducation de l'Atlantique (IEA) soient transférés au Collège des enseignants de la Nouvelle-Écosse et que le Régime d'études à accès ouvert (R.E.A.O.) de l'IEA passe sous la responsabilité d'un établissement compétent. En août 1982, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse annonçait que, dans le cadre de son programme de restrictions, le versement de subventions à l'IEA cessait immédiatement et demandait à la Commission d'étudier les répercussions de cette décision. La Commission a recommandé que l'administration en soit confiée à l'Université Dalhousie, afin que les étudiants déjà inscrits à un programme en vertu de ce régime puissent le compléter.

Cette recommandation a été accueillie favorablement par le gouvernement. La CESPM a également recommandé que l'application d'un programme s'inspirant de la formule du R.E.A.O. se poursuive. La Commission a indiqué qu'elle s'attend à recevoir de la part d'établissements ou d'un consortium des propositions en vue de l'établissement d'un tel programme.

Systèmes d'information

Le Comité AUA-CESPM chargé des systèmes d'information a poursuivi ses travaux en 1982-1983. Le 'rapport Ullman', reçu vers la fin de l'année dernière, a été diffusé dans tous les établissements d'enseignement et M. Ullman, à l'invitation de la Commission, a agi à titre de conseiller auprès des services d'inscription et du personnel préposé à l'informatique pour la mise sur pied et l'entretien de systèmes d'information sur les étudiants. Par ailleurs, la Commission a étudié le fonctionnement de divers systèmes d'information déjà en exploitation.

Nouveau champs d'action

Politique en matière de langues

La Commission a réagi favorablement au projet que nourrit l'Université du Nouveau-Brunswick d'offrir un nombre limité du cours en français, dans des domaines autres que les études françaises.

Académie de police de l'Atlantique

En janvier 1983, avec l'assentiment du Conseil, la Commission a entrepris des discussions avec les représentants intéressés afin de négocier une entente en vue de la participation de Terre-Neuve à l'accord concernant l'Académie de police de l'Atlantique. L'APA, affiliée au Holland College de l'Île-du-Prince-Édouard, est un centre de formation régional des Maritimes où sont offerts des programmes dans le domaine des techniques policières.

Examen du processus d'octroi de l'aide à l'immobilisation

Vers la fin de l'année 1982-1983, la CESPM a procédé à l'examen du processus d'étude des demandes d'aide à l'immobilisation pour des travaux envisagés; elle a demandé à un sous-comité d'étudier la question et de lui faire des recommandations à ce sujet.

Politique relative aux étudiants étrangers

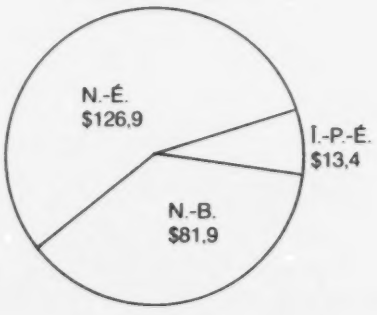
La Commission a commencé à mettre à jour sa documentation concernant les politiques relatives aux étudiants étrangers dans les provinces, aux États-Unis et au Royaume-Uni en vue de rationaliser sa politique dans ce domaine.

Le neuvième rapport annuel de la Commission, qui doit paraître en septembre 1983, donne un compte rendu détaillé des activités de la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes. Pour en obtenir des exemplaires, prière de s'adresser à:

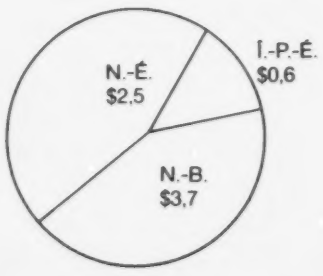
Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes
c.p. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1

AIDE AUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE 1982-1983 (en millions de dollars)

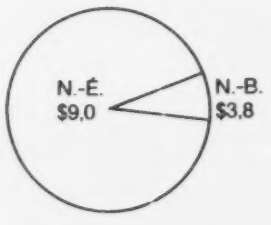
Subventions inconditionnelles de fonctionnement



Subventions conditionnelles de fonctionnement



Subventions pour immobilisations



Service d'aménagement des ressources des Maritimes (SARM)

Nature du programme

Le principal objectif du SARM est d'aider les provinces maritimes à utiliser et à aménager le mieux possible les ressources de la région en leur fournissant des services de soutien spécialisés. Ces services comprennent:

a) le service d'information;
b) le service de planification;
c) les services techniques;
d) la reproduction de photos aériennes et un service de cartographie.

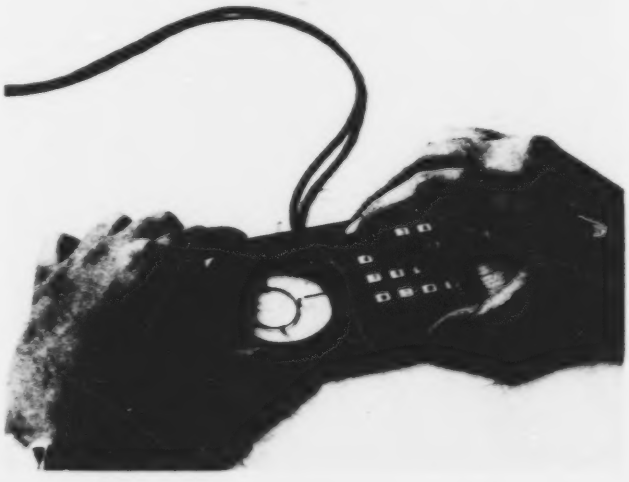
Pour le Service d'aménagement des ressources des Maritimes (SARM), l'exercice financier 1982-1983 aura été une année de refonte et de consolidation intensives, au plus fort de la récession économique. Ses revenus de projets provenant de ses grands clients réguliers — notamment les gouvernements des provinces maritimes — ont baissé de 10 % par rapport à ceux de l'exercice précédent. Le SARM a donc réorienté ses efforts de commercialisation vers la recherche de nouvelles sources de revenus dans l'industrie privée et au gouvernement fédéral. Au cours de l'exercice financier 1982-1983, les revenus de projets provenant de ces sources ont augmenté de 22 %. Dans l'ensemble, les revenus de l'organisme ont augmenté de 3 %. Grâce à une saine gestion, l'augmentation des dépenses n'a pas dépassé 5 %. Pour régler le problème des déficits d'exploitation répétés, le SARM a diminué le nombre de ses employés; celui-ci est passé de 81, en 1981-1982, à 63, en 1982-1983. La décision d'incorporer l'organisme et les engagements pris par le Conseil des Premiers ministres des Maritimes au cours de l'année contribueront grandement à éliminer les déficits d'exploitation.

Une croissance accélérée des revenus de la nouvelle société est essentielle si elle veut faire face aux dépenses prévues. La fin prochaine de la récession, les dépenses prévues pour l'exploration des ressources gazières du plateau Scotian et la demande accrue de services de gestion de l'information sur les ressources et de services de photographie aérienne laissent entrevoir une augmentation des revenus du SARM.

Éléments du programme

Services

La Division des services du SARM a continué à aller de l'avant avec son processus de réorganisation et de revitalisation. D'importants contrats ont été signés avec des clients qui utiliseront le Système de gestion des données sur les ressources géographiques pour constituer, mettre à l'essai et administrer des fichiers de données cartographiées. Les plus importants fichiers du genre constitués au cours de l'année sont ceux de la *Bowater Mersey Pulp and Paper Company,* du ministère fédéral des Pêches et Océans et du ministère des Mines et de l'Énergie de la Nouvelle-Écosse. Les travaux nécessaires pour compléter les programmes de soutien à la planification destinés à la Commission de planification du district du Nord-Est du Nouveau-Brunswick ont été exécutés. Même si la division a dû fermer son service technique pour l'assainissement des terres marécageuses, le groupe technique a réussi à décrocher un important contrat avec la Société d'énergie de la Nouvelle-Écosse dans le cadre des travaux d'aménagement de l'usine marémotrice d'Annapolis. Des techniciens de la section du génie ont également entrepris la construction d'une maquette topographique grand format de la baie de Passamaquody, dans le Sud-Est du Nouveau-Brunswick, pour le compte du ministère fédéral des Pêches et Océans. Un certain nombre de contrats d'interprétation de photos aériennes ont été exécutés au cours de l'année; le plus important de ces contrats consistait à faire une étude comparative des terres agricoles abandonnées du Nord-Est du Nouveau-Brunswick, pour le compte d'Environnement Canada.

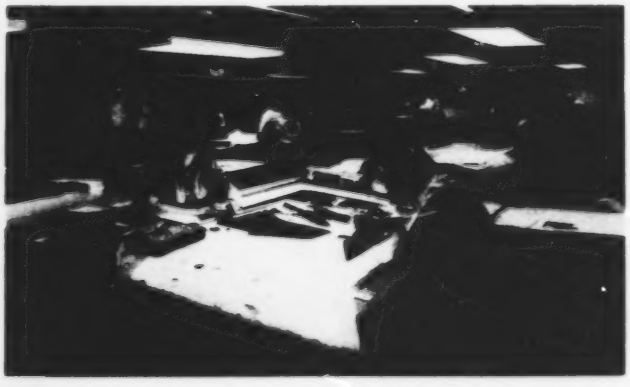


Produits

La Division des produits a non seulement maintenu mais augmenté ses revenus grâce à la production et à la vente de photos aériennes et de cartes provenant du SARM.

La section de la cartographie a complété bon nombre de cartes géologiques très détaillées commandées par le ministère des Mines et de l'Énergie de la Nouvelle-Écosse. Les dessinateurs de la section continuent d'assurer des services techniques et des services de dessin à *Ducks Unlimited.* Une nouvelle carte en couleurs du Parc national de Kouchibouguac ainsi qu'une carte touristique de l'Île-du-Prince-Édouard ont été complétées vers la fin de l'année. Environ 54 000 cartes topographiques nationales ont été vendues par la section chargée de la vente des cartes, au cours de l'année; quant au volume des ventes de cartes hydrographiques, il continue d'augmenter. Un programme de publicité télévisée bien orchestré a contribué à mousser les ventes de cartes et de photographies aériennes. Comme par le passé, le volume des ventes de photos aériennes s'est maintenu et la section de reproduction de photographies aériennes s'est trouvé une vocation supplémentaire, se lançant dans la production de produits cartographiques couleur agrandis que ses clients utiliseront comme articles d'étalage. Ces dernières années, le volume des ventes de cartes de la série des plans urbains de l'Atlantique produits par la section de publication des cartes a augmenté rapidement; en plus d'avoir produit le plan des villes de Saint-Jean (N.-B.), de Saint-Jean (T.-N.) et de Charlottetown, la section étend actuellement le rayonnement de son programme à d'autres parties du Canada et aux États-Unis.

La Division cherche actuellement, dans une perspective de croissance future, à offrir de nouveaux produits rentables et à élargir la gamme des produits actuels.



Service d'aménagement des ressources des Maritimes (SARM) (Suite)

Programmes spéciaux

Les programmes spéciaux les plus importants qu'entreprend le SARM sont la responsabilité des directeurs de programmes spéciaux. Trois projets spéciaux étaient déjà en marche en 1982-1983, à savoir: le Comité de la politique de l'utilisation des terres, formé de sous-ministres de la Nouvelle-Écosse, le Centre d'information sur les ressources côtières de l'Atlantique (CIRCA) et le Comité des Maritimes sur la télédétection (CMT).

Le bureau de Halifax du SARM a fourni des services techniques et administratifs au Comité de sous-ministres de la Nouvelle-Écosse chargé de la politique de l'utilisation des terres. Le Comité, en plus de s'occuper d'un grand nombre de questions à long terme, s'est consacré à de nouveaux projets concernant l'aménagement des ressources sous-marines des Maritimes en gaz naturel. Le personnel du bureau de Halifax a mis la dernière main à une importante publication d'histoire naturelle et de présentation thématique des régions de la Nouvelle-Écosse pour le compte du Musée de la Nouvelle-Écosse et de la Direction des parcs du ministère des Terres et Forêts.

Le Centre d'information sur les ressources côtières de l'Atlantique a entrepris de nouveaux grands projets de collecte d'information pour le ministère fédéral des Pêches et des Océans, pour Parcs Canada, pour les ministères des Pêches de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, pour Pétro-Canada et enfin, pour *Mobil Oil Canada Ltd.* Grâce aux efforts déployés par son directeur et de l'appui du SARM, le CIRCA est en train de se tailler une réputation enviable et de devenir le "service-ressource par excellence" pour tout ce qui touche l'information côtière dans les Maritimes. La bibliothèque du CIRCA et sa banque de données côtières augmentent à un rythme satisfaisant.

Le SARM assure la coordination des activités du Comité des Maritimes sur la télédétection et lui fournit le soutien administratif et technique dont il a besoin. Les négociations tenues entre les provinces et le gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du Comité, ont abouti à la signature d'un protocole d'entente sur le transfert de technologie en matière de télédétection. Les ressources en personnel et en équipement fournies par les deux parties serviront à l'exécution de programmes de collecte d'information pour les activités de gestion des ressources des gouvernements des Maritimes et de l'industrie privée.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration se compose d'au moins trois représentants du Conseil et de trois représentants nommés par chaque province.

Principaux Résultats du CPMM

Conseil des Premiers ministres des Maritimes

	Au 31 mars 1983	1982
Recettes	**$14,204,492**	$14,832,382
Dépenses	**13,511,711**	14,340,144
Excédent des recettes sur les dépenses	**692,781**	492,238

Ressources humaines

	Personne-Année 1983 Budget	1983 Réelles
Service du cadastre et de l'information foncière	**216**	184
Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes	**4**	4
Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes	**11**	10
Service d'aménagement des ressources des Maritimes	**68**	66
Secrétariat	**20**	19
Total	**319**	283

Caisse de retraite du Conseil des Premiers ministres des Maritimes

	Au 31 décembre 1982	1981
Actif	**$11,180,378**	$8,498,363
Gains réalisés et fluctuations de la valeur marchande des investissements (net)	**1,814,266**	(174,335)

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

L'HONORABLE PRÉSIDENT
LES HONORABLES MEMBRES
CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES

Nous avons vérifié le bilan consolidé du Fonds du Conseil des Premiers ministres des Maritimes, l'état consolidé des recettes et des dépenses, du surplus d'exploitation et du surplus de capital et les états connexes pour l'exercice terminant le 31 mars 1983. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Conseil au 31 mars 1983 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Doane Raymond

Comptables Agréés

Halifax, Nouvelle-Écosse
Le 9 août 1983

Doane Raymond

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES

Bilan consolidé des fonds
le 31 mars 1983

ACTIF

	1983	1982
Encaisse et dépôts	$ 3,371,424	$2,399,478
Débiteurs (Note 4)	805,912	1,181,339
Subventions de la C.E.S.P.M. (Note 5)	6,872,347	4,368,707
Inventaires (Note 6)	320,650	335,240
Terrain, bâtiments et équipement (Note 7)	963,040	863,312
Frais reportés et frais payés d'advance (Note 8)	110,581	112,407
	$12,443,954	$9,260,483

PASSIF

Exigibles et charges à payer	$ 1,026,903	$1,385,384
Exigibles — à l'exploitation et à l'immobilisation de la C.E.S.P.M.	2,958,489	1,521,650
Crédit reporté (Note 9)	278,397	636,077
Emprunts (Note 10)	193,781	1,053,777
	4,457,570	4,596,888
Réserves pour les engagements de subventions de la C.E.S.P.M.	6,260,926	4,137,020
	10,718,496	8,733,908

AVOIR

Surplus d'exploitation	722,511	526,575
Surplus de capital	1,002,947	
	1,725,458	526,575
	$12,443,954	$9,260,483

POUR LE CONSEIL

John Buchanan — President

Secretaire

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES

État consolidé des recettes et des dépenses pour l'exercice terminé le 31 mars 1983

	1983		1982
	Budget	***Réel***	***Réel***
Recettes			
Province du Nouveau-Brunswick	$ 4,986,800	**$ 4,986,800**	$ 4,745,300
Province de la Nouvelle-Écosse	5,000,000	**5,000,000**	5,432,700
Province de l'Île-du-Prince-Édouard	653,200	**653,200**	640,000
Autres	1,203,141	**1,367,816**	1,883,416
S.A.R.M. — Exploitation	3,455,700	**2,196,676**	2,130,966
	15,298,841	**14,204,492**	14,832,382
Dépenses			
Service du cadastre et de l'information foncière	8,814,200	**7,987,981**	9,015,960
L.R.I.S. International Corp. (Note 16)	60,000	**60,000**	140,000
Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes	229,800	**234,155**	198,935
Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes — administration	632,800	**577,898**	489,541
Service d'aménagement des ressources des Maritimes	3,957,339	**3,482,450**	3,256,703
Secrétariat	1,206,000	**1,169,227**	1,239,005
	14,900,139	**13,511,711**	14,340,144
Excédent des recettes sur les dépenses	$ 398,702	**$ 692,781**	$ 492,238

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES

État du surplus d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 mars 1983

	1983		1982
	Budget	*Réel*	*Réel*
Début de l'exercice	$582,262	**$526,575**	$858,752
Affecté à l'exploitation			
S.C.I.F.	483,300	**430,747**	554,024
C.F.D.M.M.	3,341	**6,098**	391
L.R.I.S. International Corp.	60,000	**60,000**	140,000
Secrétariat			130,000
	(546,641)	**(496,845)**	(824,415)
	35,621	**29,730**	34,337
Excédent des recettes sur les dépenses (dépenses sur les recettes)			
S.C.I.F.		**935,015**	430,747
C.F.D.M.M.	41	**3,568**	6,098
C.E.S.P.M.	100	**55,002**	81,459
S.A.R.M.	(1,639)	**(785,774)**	(625,737)
Secrétariat	200	**36,963**	2,353
Intérêt — Fonds consolidé	400,000	**448,007**	597,318
	398,702	**692,781**	492,238
Fin de l'exercice	$434,323	**$722,511**	$526,575

État du surplus de capital pour l'exercice terminé le 31 mars 1983

Contributions provinciales	
Nouveau-Brunswick	**$ 403,233**
Nouvelle-Écosse	**529,976**
Île-du-Prince-Édouard	**69,738**
Fin de l'exercice	**$1,002,947**

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES
Notes aux états financiers
le 31 mars 1983

1. *Ententes de fonctionnement*

Le Conseil des Premiers ministres des Maritimes a procédé à des ententes avec les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, et de l'Île-du-Prince-Édouard en vertu desquelles:

(a) Le Service du cadastre et de l'information foncière doit assurer:

i. l'installation et l'entretien d'un système intégré des levés directeurs,

ii. la production de photographies aériennes, la production et révision de cartes à grande échelle, la production de cartes foncières, l'établissement et la tenue d'un répertoire des parcelles de terre indexées,

iii. l'aide nécessaire à l'implantation d'un système amélioré d'enregistrement des propriétés,

iv. la prestation de tous les autres services qui sont convenus entre les provinces et le Conseil des Premiers ministres des Maritimes.

(b) Le Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes doit aider les municipalités, les provinces, les établissements d'enseignements et autres associations de la région des Maritimes à améliorer la capacité administrative des administrations municipales.

(c) Le Service d'aménagement des ressources des Maritimes doit dispenser des services centralisés de planification des ressources, de cartographie, de reproduction de photos, et de soutien à l'information auprès des gestionnaires des ressources des gouvernements et de l'entreprise.

2. *Conventions comptables*

(a) Constitution

Ces états financiers regroupent les comptes des organismes suivants: le Service du cadastre et de l'information foncière (S.C.I.F.), le Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes (C.F.D.M.M.), la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes (C.E.S.P.M.), le Service d'aménagement des ressources des Maritimes (S.A.R.M.), et le Secrétariat. Des états financiers vérifiés séparés fournissent une information financière plus détaillée au sujet du S.C.I.F., du C.F.D.M.M., du C.E.S.P.M., et du S.A.R.M.

(b) Capitalisation et amortissement

Le Conseil a pour politique de comptabiliser les acquisitions effectuées par tous les organismes, à l'exception du S.A.R.M., pour l'amélioration des locaux et de l'équipement en tant que dépenses d'exploitation de l'année. Les acquisitions du S.A.R.M. sont capitalisées et amorties selon la méthode de l'amortissement constante et à des taux permettant l'amortissement de leur coût pendant leur durée utile.

(c) Comptabilisation des recettes

L'inscription des recettes des contrats à prix fixe est faite selon le pourcentage de travaux en cours terminés. Les recettes des autres projets sont exprimées en montants qui correspondent à l'accumulation des dépenses imputables à chacun des projets moins les montants non recouvrables.

(d) Inventaire

Les matériaux et fournitures sont traités comme dépenses durant l'année d'acquisition pour tous les organismes, excepté le S.A.R.M.

(e) Surplus d'exploitation

Sur recommandation du Conseil régional du Trésor, le Conseil des Premiers ministres des Maritimes peut affecter une partie du surplus accumulé aux recettes de ses organismes pour l'année suivante.

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES
Notes aux états financiers
le 31 mars 1983

3. *Financement*

La contribution de chaque province aux frais d'administration du C.F.D.M.M. et du C.E.S.P.M., à la subvention au S.A.R.M. et aux dépenses du Secrétariat est fonction de leur population. Voici les taux résultant de ce calcul per capita:

	1983	*1982*
Nouveau-Brunswick	**41.7%**	41.7%
Nouvelle-Écosse	**51.0%**	51.0%
Île-du-Prince-Édouard	**7.3%**	7.3%

À sa réunion du 7 juin 1982, le Conseil a modifié le mode de financement du S.C.I.F. en fonction des services fournis à chaque province.

La contribution des provinces au titre de l'aide à l'enseignement post secondaire est calculée conformément à la formule de financement régional existante en vertu de laquelle chaque province accorde des subventions aux établissements situés sur son territoire et verse des contributions aux deux autres provinces pour les étudiants qui y poursuivent des études universitaires que n'offre pas la province de résidence.

4. *Débiteurs*

	1983	*1982*
Projets du S.A.R.M.	**$ 376,583**	$ 721,223
Projets du S.C.I.F.	**147,643**	308,199
Autres	**344,743**	234,778
	868,969	1,264,200
Provision pour créances douteuses	**63,057**	82,861
	$ 805,912	$1,181,339

5. *Subventions de la C.E.S.P.M. à recevoir*

	1983	*1982*
Province du Nouveau-Brunswick	**$6,185,519**	$4,157,311
Province de la Nouvelle-Écosse	**23,538**	66,818
Gouvernement du Canada	**663,290**	144,578
	$6,872,347	$4,368,707

6. *Inventaires (S.A.R.M.) au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette*

	1983	*1982*
Matériaux et fournitures	**$ 62,708**	$ 120,095
Travaux en cours	**226,866**	182,100
Produits finis	**31,076**	33,045
	$ 320,650	$ 335,240

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES
Notes aux états financiers
le 31 mars 1983

7. Terrain, bâtiments et équipement (S.A.R.M.)

		1983		*1982*
	Coût	*Amortissement accumulé*	*Valeur comptable*	*Valeur Comptable*
Terrain	$ 67,045	$	$ 67,045	$ 67,045
Bâtiments	536,012	64,046	471,966	471,906
Équipement photographique	365,448	260,370	105,078	136,066
Équipement technique	37,675	19,084	18,591	16,330
Mobilier et équipement de bureau	241,026	146,141	94,885	107,470
Véhicules à moteur	22,561	17,482	5,079	9,492
Matériel de location — acquisition	224,877	24,481	200,396	55,003
	$1,494,644	$531,604	$963,040	$863,312

8. Frais reportés et frais payés d'avance

	1983	*1982*
Frais payés d'avance	$ 19,588	$ 11,312
Frais reportés (S.A.R.M.) — nette de l'amortissement		
Bibliothèque de photographie aérienne	69,803	70,197
Logiciel d'information géographique	21,190	30,898
	90,993	101,095
	$110,581	$112,407

La bibliothèque de photographie aérienne est comptabilisée au prix de revient moins 10% d'amortissement pour chaque année écoulée depuis que les photos ont été prises. Les doubles des photos ne sont pas comptabilisées. Le logiciel d'information géographique est comptabilisé au prix de revient amorti sur cinq ans à compter du 1er avril 1980.

9. Crédit reporté

	1983	*1982*
Service d'aménagement des ressources des Maritimes	$278,397	$406,577
Province du Nouveau-Brunswick, financement trimestriel		229,500
	$278,397	$636,077

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES
Notes aux états financiers
le 31 mars 1983

10. Emprunts (S.A.R.M.)

	1983	*1982*
Avances de fonds de roulement		
Province du Nouveau-Brunswick	**$**	$ 206,500
Province de la Nouvelle-Écosse		257,000
Province de l'Île-du-Prince-Édouard		36,500
	nil	500,000
Emprunts pour bâtiments, venant à échéance en 1995		
Province du Nouveau-Brunswick		196,733
Province de la Nouvelle-Écosse		272,976
Province de l'Île-du-Prince-Édouard		37,474
	nil	507,183
Obligations en vertu des contrats de location — acquisition	**193,781**	46,594
	$193,781	$1,053,777

Les versements minimaux futurs en vertu des contrats de location — acquisition sont les suivants:

Exercice se terminant le 31 mars, 1984	**$ 94,123**
1985	**54,496**
1986	**60,113**
1987	**53,918**
1988	**3,131**
Total des versements	**265,781**
Moins: les intérêts calculés au taux moyen de 16%	**72,000**
Solde de l'obligation	**$193,781**

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES
Notes aux états financiers
le 31 mars 1983

11 *Lois sur la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes*

En vertu des lois sur la Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes (article 18 — Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard; article 19 — Nouvelle-Écosse), les provinces ont la possibilité de verser des subventions aux établissements, soit directement, soit par l'entremise du Conseil. Les subventions de fonctionnement totalisant $135,325, 375 et les subventions d'immobilisation totalisant $9,094,310 qui ont été versées directement par la province de la Nouvelle-Écosse aux établissements situés sur son territoire durant l'année financière qui s'est terminée le 31 mars 1983, n'englobent pas ces états financiers.

12. *Éventualités et engagements importants*

(a) Location

Au mars 1983, les engagements annuels de location dont une part importante est destinée aux locaux et à l'équipement, sont les suivants:

Exercice financier se terminant le 31 mars	1984 —	$ 500,000
	1985 —	405,000
	1986 —	337,000
	1987 —	201,000
	1988 —	198,000
Après 1988		934,000
		$2,575,000

(b) Pension

La plus récente évaluation actuarielle du fonds de pension au 31 décembre 1981 indique que les obligations courues à cette date sont entièrement provisionnées.

(c) Aide à l'immobilisation

La Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes sera éventuellement tenue, au nom des provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, de verser aux maisons d'enseignement de ces provinces une aide approuvée à l'immobilisation de l'ordre de $5,356,128 et $582,539 respectivement au cours des années à venir.

(d) Aide à l'exploitation

La Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes sera éventuellement tenue, au nom des provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, de verser aux maisons d'enseignement de ces provinces une aide approuvée à l'exploitation de l'ordre de $322,259.

13. *Répartition des surplus d'exploitation*

Le surplus d'exploitation a été réparti comme suit:

(a) Le surplus de début d'exercice et les transferts de surplus ont été répartis de la façon prescrite par le Conseil régional du Trésor, et

(b) L'excédent des recettes sur les dépenses pour tous les organismes, sauf le S.C.I.F., a été établi au prorata du nombre d'habitants conformément à l'entente du 25 mai 1971. Dans le cas du S.C.I.F., l'excédent a été calculé conformément à l'entente sur le partage des coûts approuvés par le Conseil des Premiers ministres des Maritimes le 7 juin 1982. Certaines recettes et dépenses du S.C.I.F. ont été réparties conformément aux modifications et interprétations du conseil d'administration de cet organisme.

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES
Notes aux états financiers
le 31 mars 1983

14. Surplus de capital

Le surplus de capital représente la contribution provinciale pour permettre l'état consolidé des recettes du Conseil des Premiers ministres de rembourser les emprunts provinciaux du S.A.R.M. Le surplus de capital a été réparti en fonction des contributions provinciales.

15. Données comparatives

Les données du S.C.I.F., S.A.R.M. et du Secrétariat pour 1982 ont été reclassifiées en fonction de la méthode actuelle de rapport.

16. L.R.I.S. International Corp.

À compter du 30 juin 1982, la compagnie a cessé d'exploitation.

17. Événements subséquents

i. À compter du 1er avril 1983, l'avoir du Conseil des Premiers ministres des Maritimes dans l'actif net du S.A.R.M. s'élevant à $1,199,432 a été transféré contre le capital-action en circulation.

ii. Le 7 avril 1983, le S.C.I.F. a conclu un marché en vue d'acquérir un système informatisé intégré de production de cartes au coût d'environ $1,325,000.

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES

État consolidé des recettes
pour l'exercice terminé le 31 mars 1983

	1983		1982
	Budget	*Réel*	*Réel*
Province du Nouveau-Brunswick			
S.C.I.F.	$ 3,918,000	**$ 3,918,000**	$ 3,752,000
C.F.D.M.M.	93,400	**93,400**	83,400
C.E.S.P.M. — Administration	264,000	**264,000**	238,100
S.A.R.M. (Subvention)	208,500	**208,500**	208,500
Secrétariat	502,900	**502,900**	463,300
	4,986,800	**4,986,800**	4,745,300
Province de la Nouvelle-Écosse			
S.C.I.F.	3,693,000	**3,693,000**	4,217,900
C.F.D.M.M.	114,200	**114,200**	102,000
C.E.S.P.M. — Administration	322,700	**322,700**	291,200
S.A.R.M. (Subvention)	255,000	**255,000**	255,000
Secrétariat	615,100	**615,100**	566,600
	5,000,000	**5,000,000**	5,432,700
Province de l'Île-du-Prince-Édouard			
S.C.I.F.	466,100	**466,100**	466,100
C.F.D.M.M.	16,400	**16,400**	14,600
C.E.S.P.M. — Administration	46,200	**46,200**	41,700
S.A.R.M. (Subvention)	36,500	**36,500**	36,500
Secrétariat	88,000	**88,000**	81,100
	653,200	**653,200**	640,000
Total des contributions provinciales	10,640,000	**10,640,000**	10,818,000
Autres			
Surplus affecté	546,641	**496,845**	824,415
S.C.I.F. — Recouvrements	253,800	**415,149**	456,683
C.F.D.M.M. — Recouvrements	2,500	**7,625**	4,642
Secrétariat — Recouvrements	200	**190**	358
Revenu d'intérêt	400,000	**448,007**	597,318
	1,203,141	**1,367,816**	1,883,416
S.A.R.M. — Exploitation	3,455,700	**2,196,676**	2,130,966
	$15,298,841	**$14,204,492**	$14,832,382

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES

État des dépenses

pour l'exercice terminé le 31 mars 1983

Service du cadastre et de l'information foncière

	1983		1982
	Budget	*Réel*	*Réel*
Services au personnel	$4 474 500	**$4,379,753**	$4 089 719
Autres services	1 609 000	**1,680,103**	1 789 544
Matériaux et fournitures	391 300	**383,604**	339 329
Équipement	92 200	**137,916**	233 077
Créances douteuses			18 692
Projets	1 764 000	**1,406,605**	2 545 599
Non réparti	483 200		
	$8 814 200	**$7,987,981**	$9 015 960

Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes

	1983		1982
	Budget	*Réel*	*Réel*
Services au personnel	$ 6 500	**$ 2,931**	$ 4 538
Autres services	154 100	**152,866**	124 138
Matériaux et fournitures	7 500	**10,423**	7 985
Projets	61 700	**67,935**	62 274
	$229 800	**$234,155**	$198 935

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES
États des dépenses
pour l'exercice terminé le 31 mars 1983

Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes — administration

	1983		1982
	Budget	*Réel*	*Réel*
Services au personnel	$ 392.400	**$ 365,251**	$ 333.047
Autres services	168.400	**139,585**	118.546
Materiaux et fournitures	28.000	**28,347**	22.859
Équipement	11.000	**32,646**	1.207
Projets	33.000	**12,069**	13.882
	$ 632.800	**$ 577,898**	$ 489.541

Secrétariat

	1983		1982
	Budget	*Réel*	*Réel*
Services au personnel	$ 604.450	**$ 605,545**	$ 604.234
Autres services	238.350	**223,046**	254.918
Materiaux et fournitures	36.200	**33,548**	42.589
Équipement	1.000	**4,243**	6.183
Subventions	119.100	**118,300**	117.100
Projets	206.900	**184,545**	213.981
	$1.206.000	**$1,169,227**	$1.239.005

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES

Service d'aménagement des ressources des Maritimes

État des recettes et des dépenses

pour l'exercice terminé le 31 mars 1983

	1983		1982
	Budget	*Réel*	*Réel*
Recettes			
Subventions provinciales			
Province du Nouveau-Brunswick	$ 208.500	**$ 208.500**	$ 208.500
Province de la Nouvelle-Écosse	255.000	**255.000**	255.000
Province de l'Île-du-Prince-Édouard	36.500	**36.500**	36.500
	500.000	**500.000**	500.000
Exploitation	3.455.700	**2.196.676**	2.130.966
	3.955.700	**2.696.676**	2.630.966
Dépenses			
Services au personnel	2.039.339	**2.012.032**	1.841.713
Matériaux, fournitures et autres services	1.401.000	**1.063.890**	948.359
Intérêts	372.000	**234.662**	318.389
Créances douteuses	15.000	**35.000**	15.024
Amortissement	130.000	**136.866**	133.218
	3.957.339	**3.482.450**	3.256.703
Excédent des dépenses sur les recettes	$ (1.639)	**$ (785.774)**	$ (625.737)

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES

État consolidé de la répartition de l'avoir pour l'exercice terminé le 31 mars 1983

	1983				
	Nouveau Brunswick	Nouvelle-Écosse	Île-du-Prince-Édouard	Total	1982 Total
Surplus d'exploitation du fonds consolidé (Note 13)					
Début de l'exercice	**$341,400**	**$167,479**	**$ 17,696**	**$526,575**	$858,752
Affectation aux operations					
S.C.I.F.	**301,440**	**118,607**	**10,700**	**430,747**	554,024
C.F.D.M.M.	**2,543**	**3,110**	**445**	**6,098**	391
L.R.I.S. International Corp.	**25,020**	**30,600**	**4,380**	**60,000**	140,000
Secrétariat					130,000
	(329,003)	**(152,317)**	**(15,525)**	**(496,845)**	(824,415)
	12,397	**15,162**	**2,171**	**29,730**	34,337
Excédent des recettes sur les dépenses (dépenses sur les recettes)					
S.C.I.F.	**455,500**	**364,500**	**115,015**	**935,015**	430,747
C.F.D.M.M.	**1,488**	**1,820**	**260**	**3,568**	6,098
C.E.S.P.M.	**22,936**	**28,051**	**4,015**	**55,002**	81,459
S.A.R.M.	**(327,668)**	**(400,745)**	**(57,361)**	**(785,774)**	(625,737)
Secrétariat	**15,414**	**18,851**	**2,698**	**36,963**	2,353
Fonds consolidé — Intérêts	**186,819**	**228,484**	**32,704**	**448,007**	597,318
	354,489	**240,961**	**97,331**	**692,781**	492,238
Fin de l'exercice	**$366,886**	**$256,123**	**$ 99,502**	**$722,511**	$526,575
Surplus de capital du Fonds consolidé (Note 14)					
Contributions provinciales	**$403,233**	**$529,976**	**$ 69,738**	**$1,002,947**	

CONSEIL DES PREMIERS MINISTRES DES MARITIMES

Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes

État des subventions

pour l'exercice terminé le 31 mars 1983

	1983	1982
Recettes		
Subventions de fonctionnement		
Nouveau-Brunswick	$81,915,200	$72,776,300
Nouvelle-Écosse (Note 11)	123,538	250,000
Île-du-Prince-Édouard	15,486,710	13,396,200
	97,525,448	86,422,500
Subventions d'immobilisation		
Nouveau-Brunswick	7,465,000	3,785,000
Nouvelle-Écosse (Note 11)		16,818
Île-du-Prince-Édouard	663,290	988,000
	8,128,290	4,789,818
Autres	877,824	812,711
	106,531,562	92,025,029
Dépenses		
Subventions de fonctionnement		
Nouveau-Brunswick		
— établissements	77,826,965	68,842,036
— transferts interprovinciaux	4,125,747	3,926,137
	81,952,712	72,768,173
Île-du-Prince-Édouard		
— établissements	12,314,310	10,856,581
— transferts interprovinciaux	3,177,128	2,501,986
	15,491,438	13,358,567
	97,444,150	86,126,740
Subventions d'immobilisation		
Nouveau-Brunswick	5,238,652	3,814,299
Nouvelle-Écosse		16,818
Île-du-Prince-Édouard	386,654	1,180,877
	5,625,306	5,011,994
Subventions pour projets mixtes	487,801	511,582
Autres	850,399	795,386
	104,407,656	92,445,702
Excédent des recettes sur les dépenses (dépenses sur les recettes)	2,123,906	(420,673)
Réserve pour des engagements de la C.E.S.P.M. envers les universités, début de l'exercice	4,137,020	4,557,693
Réserve pour les engagements, fin de l'exercice	$ 6,260,926	$ 4,137,020

Le conseil et ses organismes

Secrétariat
Conseil des Premiers ministres des Maritimes
c.p. 2044
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3J 2Z1
Secrétaire: Emery M. Fanjoy Tél: (902) 424-7590

Service du cadastre et de l'information foncière
c.p. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Directeur exécutif: R. Laurence Simpson Tél: (506) 453-3901

Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes
6209, University Avenue
Halifax (Nouvelle-Écosse)
B3H 3J5
Directeur exécutif: A. Donald Smeltzer Tél: (902) 425-6487

Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes
c.p. 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Président: John E. Terry Tél: (506) 453-2844

Service d'aménagement des ressources des Maritimes
c.p. 310
Amherst (Nouvelle-Écosse)
B4H 3Z5
Directeur exécutif: James M. Stanley Tél: (902) 667-7231

Conseils d'administration

Service du cadastre et de l'information foncière (SCIF)

Coles, G. F.
Cronk, E.
Delano, H.
Doig, J.
Eldridge, D.
Friesen, D. B.
Gillis, D. G. (président)
Lloyd, M.
MacKinnon, E. L.
Martinson, W. J. (jusqu'en juin 1982)
Nicholson, F. L.
Scammell, R.
Sifton, T.
Stanley, J. M.
Thompson, C.

Comité de formation et de développement municipaux des Maritimes (CFDMM)

Belliveau, R.
Blennerhassett, G. (depuis octobre 1982)
Butler, J.
Caseley, R. E. S.
Connolly, P. (jusqu'en octobre 1982)
Cook, H. (depuis octobre 1982)
Elliot, G. F. (président)
Hart, B. (jusqu'en octobre 1982)
Johnson, D. E.
Kenney, A.
MacLean, J. (depuis octobre 1982)
Marquis, P. (jusqu'en février 1983)
Meech, K.
Mullally, J.
Murley, J. (depuis décembre 1982)
Novack, J. (jusqu'en octobre 1982)
Snow, E. (jusqu'en octobre 1982)
Stewart, C. H.
Wilkie, A. G. (depuis octobre 1982)

Commission de l'enseignement supérieur des provinces maritimes (CESPM)

Campbell, C.
Collette, M.
Condon, T.
Doggett, W.
Doucet, G.
Gardiner, K.
Hayman, A.
MacDonald, J. J.
MacDonald, E.
Manning, R.
McCreath, P.
Milne, D.
Moore Uhl, M.
Terry, J. (président)
Thompson, W. B.

Service d'aménagement des ressources des Maritimes (SARM)

Caron, R.
Chenier, J.
Etter, L. E. (jusqu'en août 1982)
Grant, W.
Harper, W.
Johnson, R. A. (président)
Simpson, R. L.
Smith, L.

POOR

QUALITY

ORIGINAL